

# Redéploiement des forces européennes au Niger : Un marabout dans les mailles de la justice

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

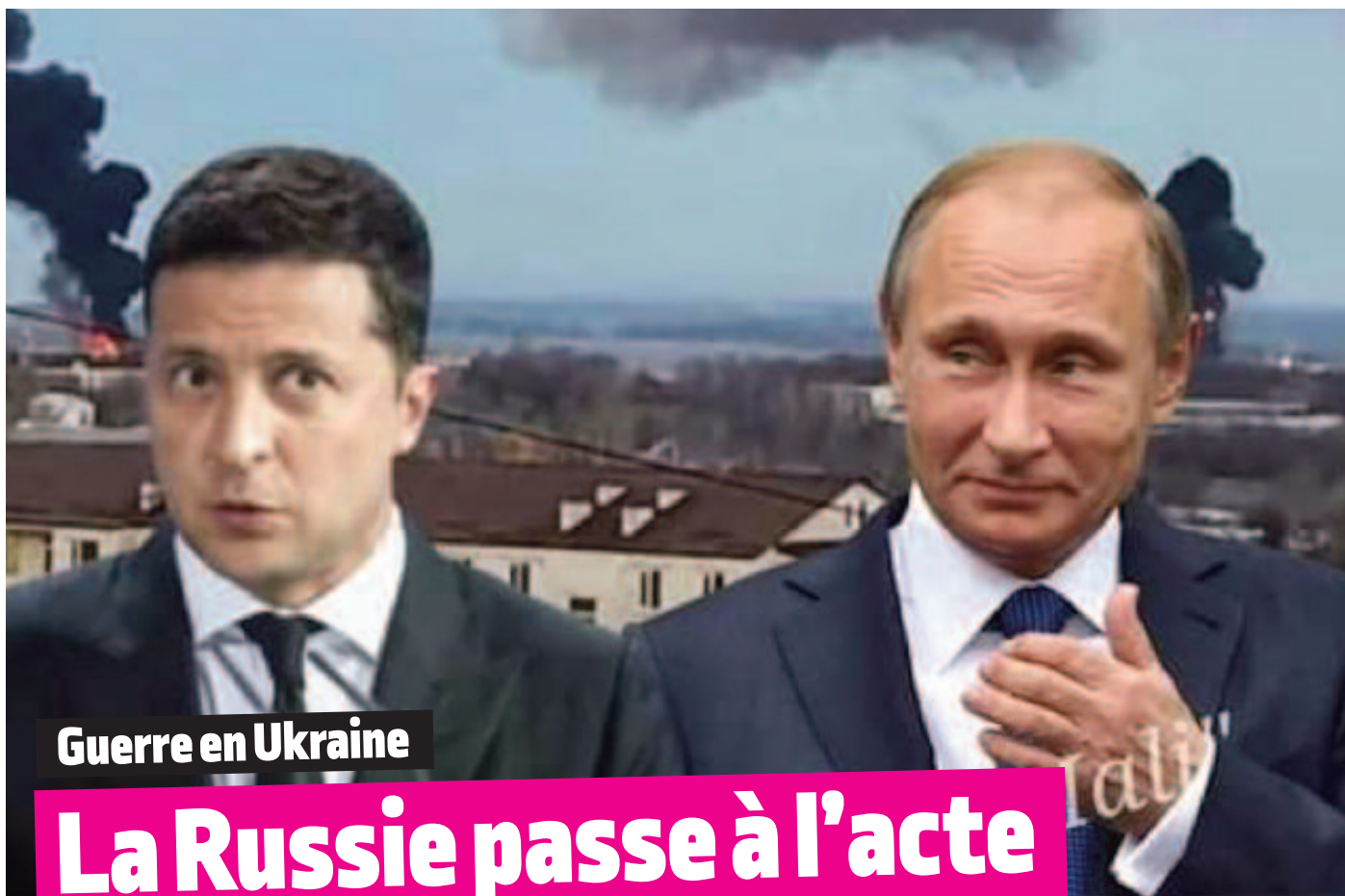
VENDREDI 25 FEVRIER 2022

# 1045

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Guerre en Ukraine

## La Russie passe à l'acte



**Paix, Sécurité et Dév. :** Le rôle de l'Humani-  
taire dans le cadre du développement local



**Goodluck Jonathan à Bamako :** Une arrivée  
porteuse d'espoir ?



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**23** Fev.  
2022

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**855**

Nouveaux cas confirmés

**03**

Nouveaux guéris

**384**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**09** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**07** cas graves en soins intensifs  
**242** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**30 355**

**Guéris**

**29 014**

**Décès**

**722**

dont 259 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.25



## / Une /

Guerre en Ukraine : La Russie passe à l'acte

P.4

## / Brèves /

Offensive des FAMA sur le terrain : L'Etat-major invite la population à se démarquer des terroristes

P.12

Communiqué de Presse

P.12

Sécurisation du Liptako-Gourma : Vers une synergie d'actions

P.13

Mali : Les situations sécuritaire et des droits de l'homme s'améliorent selon un expert onusien

P.13

Maitre Éric Emmanuel Sossah, avocat au Barreau du Togo : « Le 25 mars, il ne se passera rien... il s'agit du Mali pas des partis politiques »

P.13

Retrait de la France du Mali : Un bilan accablant pour Hollande et Macron, selon Mélenchon

P.14

DIRPA : L'armée malienne monte en puissance

Redéploiement des forces européennes au Niger : Un marabout dans les mailles de la justice

P.15

## / Actualité /

Le ministre Modibo Keïta en zone Office Riz Ségou (ORS) : S'assurer de la disponibilité des céréales

P.18

Lutte contre le terrorisme : Les FAMAS rassurent !

P.19

Police de l'Air : De la cocaïne d'une valeur de 1075 millions de FCFA saisie à l'Aéroport de Sénou

P.21

Paix, Sécurité et Développement : Le rôle de l'Humanitaire dans le cadre du développement local

P.22

## / Politique /

Rififi entre les tisserands : Le RPM au bord de l'implosion !

P.24

Contribution : Le danger d'un droit international de la transition militaire

P.25

Mali : Le prix de la liberté

P.27

Goodluck Jonathan à Bamako : Une arrivée porteuse d'espoir ?

P.28

Négociation avec la CEDEAO : Goodluck Jonathan veut donner plus de chances aux autorités maliennes

P.29

## / Culture & société /

Rokia Koné : Mariage électro des dimanches à Bamako

P.31

## / International /

Agression de l'Ukraine : Les Occidentaux furieux, la Chine « suit de près » la situation

P.33

Côte d'Ivoire : Interrogations sur une nouvelle absence du président de l'Assemblée Nationale

P.35

## / Sport /

CAN féminine2022 : Toutes les équipes qualifiées sont connues

P.36

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



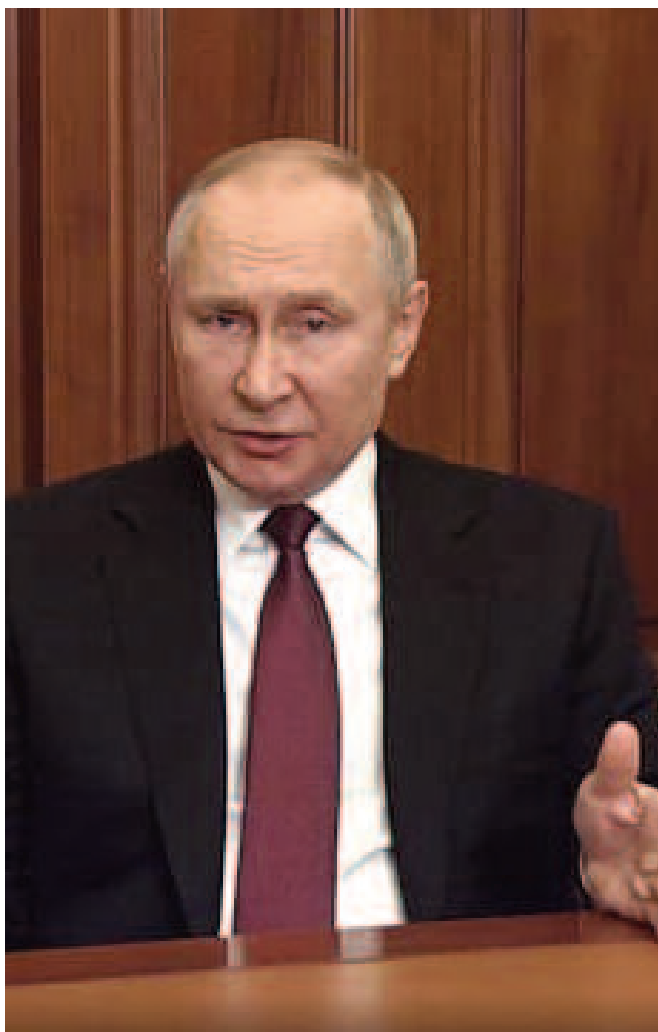
## Guerre en Ukraine

### La Russie passe à l'acte

**N**'eût été le caractère dramatique des événements en cours en Ukraine et leur possible répercussions sur la paix et la stabilité internationale, l'attitude de la France, qui rappelle la fable de la « grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf »,

aurait fait rigoler plus d'un. Voilà en effet l'inénarrable Jean Yves Le Drian qui traite le président russe Vladimir Poutine de dictateur cynique pendant que son président bombe le torse alors que le russe bombarde l'Ukraine. Pure exercice de style !

En dépouillant l'affaire de l'Ukraine de ses oripeaux pour la ramener à ses fondamentaux, le dossier peut être ainsi présenté : après avoir gagné la guerre froide, les occidentaux ont coopté en leur sein d'anciennes républiques de l'ex-URSS et veulent à présent s'installer en Ukraine qui partage avec la Russie 3000 kms de frontière. Considérant que l'OTAN, en procédant ainsi va mettre ses missiles sur sa tempe, la Russie, a demandé, mais en vain que l'Ukraine n'intègre pas l'OTAN et que des troupes et armements occidentaux n'y soient pas déployés. N'ayant pu obtenir gain de cause par la voie diplomatique parce que l'OTAN re-



fuse un tel veto de la Russie, Poutine est allé chercher satisfaction par les armes. Et c'est tout. Mais ce n'est pas rien.

C'est ainsi que ce jeudi matin, la Russie a lancé une offensive militaire contre l'Ukraine. Déjà, depuis deux semaines les États Unis avaient annoncé une attaque imminente de la Russie de Vladimir Poutine contre l'ex-république soviétique. L'aventure militaire, appelée « opérations militaires spéciales » par la Russie et agression contre l'Ukraine par le camp occidental est porteuse de nombreux risques. Passons rapidement en revue les récents cas d'invasion d'un pays par une puissance étrangère qui ont toutes eu un dramatique retour de manivelle comme ce furent les cas contre la Libye de Mouammar Kadhafi, de l'Irak de Saddam Hussein, de l'Afghanistan des Mollah ou encore du Yémen en cours. La Russie a certainement estimé que la présence en Ukraine voisine d'armes pointées sur le Kremlin était plus dangereuse que les risques inhérents à tout envahissement. Il fallait donc y aller mal-

gré les menaces, principalement, du président des États-Unis d'Amérique Joe Biden et de ses alliés.

Considérant qu'elle est suffisamment prête pour contrecarrer les sanctions à venir dont la plupart ont d'ailleurs des effets pervers pénalisant autant sinon plus les citoyens des pays occidentaux, le président Poutine a décidé d'y aller. En quoi en effet, s'est-il sûrement dit le blocage de Nord Stream 2 pénaliserait plus les russes que les Allemands qui ont décidé de sortir du nucléaire ? Quelle alternative immédiate l'Europe aurait-elle ?

Par ailleurs, la sortie de la Russie du réseau international interbancaire SWIFT ne va-t-elle accélérer la mise en œuvre du réseau souverain russe SPFS qui pourrait à brève échéance fusionner avec le réseau chinois CIPS en service depuis 2016 ? Ce rapprochement sonnera le glas du monopole américain sur les transactions financières américaines. Ces deux seuls exemples, ajoutés au manque d'unité occidentale dont les dirigeants sont allés en

ordre dispersé voir Poutine ont fini de rassurer celui-ci sur le rapport avantages-inconvénients de son offensive. D'ailleurs la Russie de son côté annonce de fortes répliques.

En moins de 24 heures, Vladimir Poutine a remporté, sans coup férir, d'importantes victoires militaires qui l'ont conduit jusqu'à Tchernobyl à 130 kms de Kiev et plus encore sur un site militaire détruit à environ 30 kms de la capitale. Cette offensive éclair a provoqué, comme on pouvait s'y attendre une panique des populations civiles et conduit sur les routes plus de 100.000 déplacés dont certains chercheront refuge dans des pays européens voisins. Ceux-ci, malgré leurs coups de menton, ouvriront ils grandement leurs frontières ou vont-ils se barricader face à ces nouveaux « migrants » ? Déjà, beaucoup de ceux qui pronçaient de fortes sentences avant les opérations militaires ont prudemment conseillé à leurs ressortissants de partir sans délai, fermé leurs ambassades et laissé de façon peu élégante l'Ukraine face à son sort. Même l'OSCE

a déjà fait partir ses observateurs.

Bien sûr, ils se donneront bonne conscience en tolérant des manifestations devant les ambassades russes, en continuant à égrener les condamnations et à adopter des sanctions. Ils seront ensuite, pour certains d'entre eux devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour dire tout le mal qu'ils pensent de la Russie qui opposera son veto à leur projet de résolution. Et cela ils le savent déjà.

Mais la guerre russo-ukrainienne a déjà des conséquences économiques sur la Russie. En effet, le marché boursier en chute dans certaines banques surtout pour celles en lien avec l'État Russe.

Pour l'instant les condamnations fusent et parmi celles-ci, Joe Biden qui indique que les relations entre son pays et la Russie sont totalement rompues. Le pentagone annonce l'envoi de 7000 soldats supplémentaires à la frontière ukrainienne. L'Union Européenne

aussi annonce des sanctions contre la Russie. Emmanuel Macron déclare que Vladimir Poutine "a décidé de porter l'atteinte la plus grave à la paix, à la stabilité dans notre Europe depuis des décennies" assurant que la France et ses alliés seraient "sans faiblesse" en décidant jeudi soir de sanctions contre la Russie "à la hauteur de l'agression dont elle se rend coupable".

Le G7 dit aussi adopter des sanctions dévastatrices contre la Russie. Le président Erdogan surprend en demandant à Vladimir Poutine l'arrêt immédiat de son offensive illégale contre l'Ukraine. La Chine, "comprend les préoccupations raisonnables de la Russie en matière de sécurité", a réagi le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi.

L'invasion russe est "une violation éclatante" du droit international qui "remet en cause la paix" en Europe, a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz, dont le pays dit être prêt à

"aider massivement" ses voisins, en particulier la Pologne, en cas d'afflux de réfugiés ukrainiens. Enfin, le Saint-Siège a déploré que "les scénarios tragiques (redoutés deviennent) la réalité", mais juge qu'il y a "encore de l'espace pour des négociations".

Et l'Afrique dans ce concert de condamnations pourrait-on se demander ? En dehors de l'Afrique du Sud qui a demandé le retrait des troupes et du Kenya, membre non-permanent du Conseil de sécurité qui a condamné, peu de voix se sont élevées même si, le président de l'Union Africaine et celui de sa commission ont plaidé pour une désescalade à l'inverse du Soudan dont le numéro 2, en visite officielle en Russie a apporté le plein soutien de son pays à son hôte.

■ Mactar Sow



## Jeune Afrique



#Ukraine-#Russie : ces groupes actifs en Afrique à qui la crise peut profiter  
La banque Barclays a calculé que les multinationales pétrolières et minières opérant en Afrique pourraient engranger des bénéfices sur les marchés d'actions.  
#ukraine#russie#angola#tanzanie

## Abdoul Momini Bokoum



Abdoul Momini Bokoum se sent en colère.  
Pourquoi laisser l'Ukraine seul face à l'invasisseur Russe ?  
Où est le Droit International.  
Vladimir Poutine soyez humaniste.

## Alamba Films Original



Le coach Sénégalais Aliou Cissé rend un vibrant hommage à Samuel Eto'o :  
<< Ce n'est pas parce que nous avons remporté notre premier trophée de l'histoire du foot sénégalais que nous serons ingrats à l'égard du Cameroun ou des stars comme Samuel Eto'o . Nous reconnaissons que le Cameroun a fait de grandes choses pour notre Continent . Je m'incline devant Samuel Eto'o et merci qu'il soit venu chez nous au Sénégal . Il y a des maillots à son nom de partout en ce moment au Sénégal qui se vendent à prix d'or de 20 à 30 mille fcfa .>>



## Seydou Oumar Traoré



C'est toute honte bue que la médiation de la CEDEAO à rencontré un Assimi Goïta imperturbable à Koulouba.

Je dis, c'est par quel voix que la délégation de la CEDEAO est arrivée ? Puisque qu'ils ont fermée les frontières



La guerre de tranchée entre les syndicats des magistrats n'est pas terminée hein.

Venez faire une lecture silencieuse comme au fondamental mais s'il vous plaît, ne faites pas de commentaires sur ma page.

NB: Celui qui commente à gauche ou à droite, je te bloque. Je sais ce que vaut la liberté.

Bamako le 15 février 2022

Dramane DIARRA, Magistrat en service à la Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Sceau

A

Monsieur l'Inspecteur en Chef des Services Judiciaires

**Objet : Protestation**

Monsieur,

J'ai reçu le lundi 14 février 2022, en mi-journée, un appel, par interphone, de monsieur le Directeur National des Affaires Judiciaires et du Sceau, m'annonçant qu'on avait besoin de moi à l'Inspection des Services Judiciaires, le mercredi à 10 heures, et que je devrais m'adresser à l'Inspecteur en Chef Adjoint monsieur DIAKITE.

Je proteste contre cette forme déconcertante d'inviter ou de convoquer un collègue, qui tranche avec toute courtoisie, toute bienveillance, tout sérieux, tout égard et toute considération que requiert pourtant l'Administration en général et l'administration de la justice en particulier.

Du moment que vous avez osé m'appeler ainsi, que dire de l'objet de l'appel ? Puisque vous ne me l'avez pas dit et que je ne le sais pas, sa découverte sera appréciée de façon adéquate, plaise à Dieu.

Dans l'attente de découvrir pourquoi vous m'avez fait appeler, je vous prie de recevoir l'expression de ma considération distinguée.

Dramane DIARRA  
Magistrat

Bamako le 16 février 2022

**Dramane DIARRA, Magistrat en service à la Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Sceau**

A

Monsieur l'Inspecteur en Chef des Services Judiciaires

**Objet : Observations**

Monsieur,

Suite à ma convocation déconcertante, j'ai été reçu ce jour 16 février 2021, à partir de 10 heures, par l'Inspecteur en Chef Adjoint des Services Judiciaires, monsieur DIAKITE et l'Inspecteur Ahmadou TOURE, qui m'ont fait part de la correspondance n°01025-MJDH-SG en date du 21 décembre 2021 « Pour vérification des faits signalés » faisant suite à une plainte écrite du Procureur de la Commune IV pour : « manquement par un magistrat aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité... » (article 71 de la loi portant statut de la Magistrature) par rapport à certaines procédures pendantes devant son parquet.

Au regard de ces faits, quelques observations s'imposent :

**1- L'Inspection des Services judiciaires n'est pas l'Inspection des Magistrats ou des agents des services de la Justice :**

En effet, l'Inspection des Services Judiciaires est régie par l'Ordonnance N°00-057/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Services Judiciaires (9 articles), ratifiée par la loi N°00-069/AN-RM du 30 novembre 2000.

Aux termes de cette ordonnance, l'Inspection des Services Judiciaires est un service central (article 1<sup>er</sup>) dont les missions/attributions/ compétence sont fixées à l'article 2.

**Article 2 :** - L'Inspection des Services Judiciaires a pour mission de :

- Veiller au bon fonctionnement des services judiciaires et tous autres services relevant du ministère chargé de la justice ;
- Contribuer à perfectionner les méthodes de travail des magistrats et du personnel du service public de la justice.

L'Inspection des Services Judiciaires est également investie d'un pouvoir d'information et de conseil des agents et services en vue d'améliorer le fonctionnement des structures contrôlées.

L'Inspection des Services Judiciaires effectue à la demande du ministre chargé de la Justice, toutes enquêtes ou missions particulières **entrant dans le cadre de ses attributions.**

De ces dispositions de l'article 2 de l'ordonnance ci-dessus citée, il est clair que l'Inspection des Services Judiciaires a pour mission de contrôler les services judiciaires (juridictions et

parquets) et tous autres services relevant du ministère chargé de la Justice. Aussi, elle doit contribuer à perfectionner les méthodes de travail des magistrats et du personnel du service public de la justice, par des **informations et des conseils**. Par ailleurs, l'Inspection des Services Judiciaires effectue, à la demande du ministre chargé de la Justice, toutes enquêtes ou missions particulières **entrant dans le cadre de ses attributions.**

Si une demande du ministre chargé de la Justice, faite à l'Inspection des Services Judiciaires, tend à une enquête ou toute autre mission concernant un agent (**Magistrat pour des questions de discipline**), cette demande est **illégal**, car **n'entrant pas dans le cadre des attributions de l'Inspection des Services Judiciaires**. Ces observations en appellent d'autres.

**2- Le contrôle de l'Inspection des Services Judiciaires est un contrôle structurel :**

La compétence de l'Inspection des Services Judiciaires s'exerce sur les services judiciaires (juridictions et parquets) et d'autres services relevant du ministère chargé de la Justice et non sur des individus (agents), qui ne peuvent être concernés qu'à travers leurs fonctions et les responsabilités dont ils ont la charge dans les juridictions, parquets ou autres services relevant du ministère chargé de la Justice. Or la Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Sceau dont je relève, n'est l'objet d'aucun contrôle, ni de routine, ni pour faits signalés qui aurait pu révéler des faits me concernant. En cela, **cette demande du ministre chargé de la Justice est illégale et n'entre pas dans le cadre des attributions de l'Inspection des Services Judiciaires.**

Par conséquent, et par les présentes, je relève **l'illégalité de la saisine du ministre chargé de la Justice et l'incompétence de l'Inspection des Services Judiciaires** pour cette plainte ci-dessus évoquée.

En rappelant les dispositions constitutionnelles selon lesquelles « **les magistrats ne sont soumis dans l'exercice de leur fonction qu'à l'autorité de la loi** » (article 82 al1), je vous prie d'agréer mes sentiments respectueux.

Dramane DIARRA

Magistrat



Bonjour chère amis

J 'ai participé à la remise Diplômes d'Honneur aux meilleurs élèves du lycée castors .Votre fils Cheickna Hamalla Ibrahima Diawara est parmi les heureux récipiendaires.

Quand le virus de l'excellence , du courage et du travail bien fait est inoculé par la Maman à l 'enfant , aucun vaccin ou médicament au monde ne sera efficace pour la prévention et la guérison.

Merci à nos Mamans car elles sont notre meilleure boussole .

Ibrahima Diawara



## ■ Moussa Diaby

En 1962, pendant la guerre froide, quand la Russie avait voulu installer une base militaire à Cuba, les États-Unis se sont empressés pour s'opposer, prétextant qu'ils font frontière avec Cuba, par conséquent, placés des missiles dans ce pays représenterait un danger pour leur sécurité.

C'est suite à cela que la Russie et les USA ont signé un protocole d'accord s'interdisant mutuellement d'agir militairement dans un pays où l'autre a de l'influence et également d'y installer des bases militaires.

Les USA et leurs alliés de l'OTAN sont en train de violer cet accord en voulant intégrer l'Ukraine à l'OTAN pourtant l'Ukraine est juste à la frontière de la Russie.

L'intégrité du territoire et la sécurité nationale sont primordiales pour les Américains. La Russie qui ne bénéficie pas de frontières naturelles, cherche à se protéger en maintenant son influence sur l'es-



pace post-soviétique et en empêchant les États-Unis d'y empiéter. Poutine décide donc d'intervenir en Ukraine avec pour objectif de récupérer tous les anciens territoires Russes. En effet, après la Révolution industrielle, le président Russe de l'Époque, Lénine, a offert une partie du territoire Russe à l'Ukraine : La Crimée, le Donbass etc...

Dans ces pays, les habitants sont plus Pro Russes que pro ukrainiens. Ces territoires ont demandé leur indépendance quand ils ont su que l'Ukraine voulait intégrer l'OTAN et Poutine a reconnu leur indépendance.

C'est pourquoi il décide d'envoyer ses soldats pour libérer ces territoires de la présence de soldats Ukrainiens.



## ■ Mamadou Gandhi Sidibé



"J'ai rencontré le Président Assimi Goïta son équipe. Tradition de la grande muette impose silence.

Mais ils m'ont fait quelques confidences. Ils ne sont ni prorusses, ni prochinois, ni antifrançais; Ils sont simplement promalien. Intéressant d'écouter leur version de la crise malienne.

A suivre"

Alain Foka



## ■ Moussa Mara Yelema



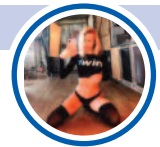
J'ai participé ce jeudi 24 février, au cinéma Babemba de Bamako, à la projection d'un film sur la résistance des jeunes de Gao face à l'occupation de la ville par les forces terroristes.

Ces jeunes ont fait montre d'un patriotisme historique, au prix de la vie de certains d'entre eux.

Cela résonne fortement aujourd'hui à un moment où les Maliens doivent montrer leur attachement au pays davantage par des actes plutôt que les mots!



## ■ FOOT + INFO



Le joueur ukrainien de Manchester City a souhaité publiquement "la mort la plus douloureuse qui soit à Poutine, qu'il a qualifié de "créature"

Inscrit toi: <http://1win.ci>

Code promo: Akwaba225



## ■ Casimir Sangala



Kenya : Le Président sortant Uhuru Kenyatta apporte officiellement son soutien au leader de l'opposition Raila Odinga pour l'élection présidentielle prévue le 9 août.

Stade Abdoulaye Wade : 800 millions fcfa/an pour l'entretien !  
RCA : libération des 4 militaires français arrêtés lundi..

Le café réduirait la mortalité de 25% (stimulant nerveux, anti-mi-graine, diurétique, anti cancer du foie & de l'endomètre).

## ■ Ammy Baba Cisse



L'opération militaire en Ukraine va durer le temps qu'il faut, assure la Russie.

## ■ Mali Actu



Par la volonté de Dieu, je suis octogénaire, ma-lien de souche, de pensée, de cœur et fier de l'être. Foule dense, bousculade intense, le peuple FAMAS avait pris possession des rues et ruelles des villes à l'appel de leur leader ASSIMI GOÏTA et de son infatigable Premier Ministre CHOGUEL MAÏGA.



## ■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 23 février 2022 | #Patriotisme  
Le Marathonier Modibo DIARRA effectue sa deuxième marche



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu, mercredi 23 février 2022, au Palais de Koulouba, Modibo DIARRA, un Marathonier qui a parcouru la distance Kadiolo-Bamako, pour manifester son soutien à la Transition.

Pour témoigner son amour à la Patrie, il a remis au Président GOÏTA le drapeau national. « J'ai marché de Kadiolo à Bamako pour remercier le Colonel Assimi GOÏTA et tout le gouvernement de la Transition pour tout ce qu'ils font pour ce pays », a-t-il confié à la presse avant de souligner que c'est sa deuxième marche pour Bamako. Pour la première fois, en mars 2021, il a parcouru la distance Abidjan-Bamako.

Selon ses précisions, cette marche vise surtout la cohésion, la réconciliation et la paix au Mali en raison de la situation qui prévaut dans le pays.



Koulouba | 24 février 2022 | #Diplomatie

Le Président de la Transition a reçu le Médiateur de la CEDEAO. Une délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), conduite par l'ancien Président nigérian Goodluck Jonathan, a été reçue en audience, ce jeudi 24 février 2022, par le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, au Palais présidentiel de Koulouba.

« Ma visite ici s'inscrit dans le besoin d'affiner les discussions qui sont en cours, en vue de rapprocher les positions », a confié à la presse, Goodluck Jonathan, à sa sortie d'audience.

Selon l'émissaire de la CEDEAO, cette visite a pour objectif de trouver des voies et moyens pour mieux relancer le dialogue entre la partie malienne et l'institution sous-régionale, qui a adopté des sanctions contre le Mali à l'issue de son sommet extraordinaire du 9 janvier dernier. Sans donner la conclusion des différentes discussions qu'il a eues avec les autorités maliennes depuis son arrivée, aujourd'hui dans la capitale malienne, l'ex-président nigérian a rassuré que les discussions avec la partie malienne ont été enrichissantes et « vont se poursuivre ». Quant à la question de la durée de la Transition, le Médiateur de la CEDEAO dans la crise malienne a indiqué qu'un groupe de travail technique, regroupant la CEDEAO, l'Union Africaine ainsi que les Nations Unies est déjà en place.

Les conclusions auxquels ce groupe est parvenu, a-t-il expliqué, ont permis d'élaborer un cadre de recommandations qui orienteront les décisions à prendre prochainement, a-t-il conclu.



## ■ RFI



Les principaux candidats à la présidentielle ont condamné jeudi 24 février l'invasion de l'Ukraine par la Russie, appelant à mêler action diplomatique et sévères sanctions ciblées contre le régime russe, voire à livrer des armes à Kiev.



# Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



## L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

**Offensive des FAMA sur le terrain : L'Etat-major invite la population à se démarquer des terroristes**



Depuis quelques temps, les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont entrepris une opération d'envergure contre les Groupes Armés Terroristes (GAT) jusque dans leurs derniers retranchements. Cette offensive fait que les terroristes ont adopté actuellement comme mode d'action, l'évitement et se dissimulent dans la population. Pour donc minimiser les effets collatéraux des poursuites, l'Etat-major Général des Armées a invité les populations à se démarquer des terroristes qui les utilisent, de plus en plus, comme bouclier humain.

De l'attaque des casernes aux embuscades, les Groupes Armés Terroristes (GAT) jouent actuellement à l'évitement, se dissimulent dans la population et procèdent aux poses d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), aux sabotages des réseaux GSM etc. Des actions qui impactent plus sur les populations civiles. C'est pourquoi tout en rassurant du maintien de cette dynamique offensive de recherche et de destruction des terroristes et de leurs sanctuaires dans le cadre du plan Maliko et de l'opération Keletigui, l'Etat-major Général des Armées a invité les populations à se démarquer des positions de ces ennemis de la paix afin d'éviter au mieux les effets collatéraux de leur poursuite. « Depuis le dernier communiqué de l'état-major général des armées en date du 16 février 2022, faisant état des activités de routine, il a été procédé à l'intensification de la recherche du renseignement et les contrôles de zone particulièrement au centre et au sud du pays » souligné la hiérarchie militaire tout en faisant le bilan de cette opération qui engrange d'excellents résultats dans la lutte contre le terrorisme. Parmi les résultats de ces reconnaissances offensives on note successivement dans les régions de Ségou, Mopti et Bandiagara, 15 bases terroristes démantelées, 19 terroristes neutralisés dont le célèbre Hassane Sangaré ayant conduit l'attaque contre le détachement FAMA de Sokoura en aout 2020 et 15 suspects interpellés ; 2 suspects mauritaniens interpellés, libérés et remis à l'ambassade ; 34 motos récupérées et 15 autres détruites, 37 téléphones récupérés ; 3 batteries de mise en œuvre des EEI récupérées ; 8 Engins Explosifs Improvisés récupérés et détruits. Aussi, ce communiqué de l'état-major a indiqué que les renseignements menés au cours de ces opérations ont permis de localiser et interpellé un complice-indicateur terroriste installé à point A (aux abords du pont

**Communiqué de Presse**



À la suite d'une réunion tenue à la Maison de la Presse, le jeudi 24 février 2022, les organisations professionnelles de la Presse et de la Communication ont examiné le décret Numero 2021-0958 du 31 décembre 2021 portant nomination des membres de la Haute Autorité de la Communication (HAC). Elles portent à l'attention de l'opinion nationale et internationale ses réserves et ses incompréhensions sur l'absence de M. Bassidiki TOURÉ, Président de l'ASSEP, un élu au même titre que M. Bechiry Diop et Mme Ramata Dia. Elles tiennent à signaler que M. Bassidiki TOURÉ est un citoyen malien qui jouit de ses droits civiques reconnus par les autorités compétentes en la matière. Le Mali étant un Etat droit avec une constitution qui consacre comme sujet de droit l'Etat et les citoyens, les organisations professionnelles de la Presse et de la Communication demandent au Gouvernement la relecture du décret cité pour prendre en compte les résultats du vote 24 novembre 2021 conformément au Procès-verbal du Constat d'Huissier établi et validé. Les organisations professionnelles de la Presse et de la Communication tout en souhaitant une suite favorable à leur demande se réservent le droit d'utiliser les moyens de droit prévus dans les textes de la République du Mali.

Fait à Bamako le 24 février 2022  
 Maison de la Presse : Bandiougou DANTÉ  
 GPAC : Sidi DANIOKO  
 ASSEP: Boubacar KANTE  
 URTEL: Dieudonné DAKOUO  
 UNAJOM: Fakara FAINKE  
 GPPE: Chahana TAKIOU  
 APPEM: Dado CAMARA  
 CCDP: Aboubacar Bani ZAN  
 RMJLCP: Ibrahima Sire COULIBALY  
 RJPRODH: Filifing DIAKITÉ

de Markala) pour informer sur les mouvements FAMA sur les axes Markala-Niono et Markala-Macina. En outre, l'Etat-major Général des Armées a souligné que tous les suspects interpellés au cours de cette opération ne sont forcément pas des terroristes, puisque selon l'armée, dans la zone sud, plus précisément dans la région de Nara, 32 suspects interpellés ont été ensuite relâchés après des infestations de la prévôté.

Issa Djiguiba / Source : LE PAYS

## Sécurisation du Liptako-Gourma : Vers une synergie d'actions



L'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) a organisé un séminaire consacré à la situation dans la région du Liptako-gourma le mardi 15 février 2022, à l'EMP-ABB. La cérémonie a été placée sous la présidence du ministre de tutelle au Mali de l'autorité des États du Liptako-gourma, Lamine Seydou Traoré, assisté par son homologue de la Défense et des Ancien Combattants, Colonel Sadio Camara, en présence du Directeur Général de l'EMP-ABB, Colonel Souleymane Sangaré, de l'Ambassadeur d'Algérie au Mali, El Haoues Riache.

Selon le Directeur Général de l'EMP-ABB, le Colonel Souleymane Sangaré, cette rencontre sur l'intégration des espaces frontaliers du Liptako-gourma qui vise à la mutualisation des activités de sécurisation et de développement, est une occasion opportune pour créer une synergie des pensées et d'actions entre les experts, les autorités traditionnelles, les élus locaux, les administrateurs de terrains, les civils et les militaires, sans oublier les populations, autour de la complexe question du nexus sécurité et développement. « Pendant ces trois jours de travaux, les participants aborderont sans tabou les contours des crises actuelles qui secouent la zone des trois frontières constituant le Liptako-gourma. C'est une des raisons pour laquelle l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye estime nécessaire de coordonner l'analyse et l'action dans le cadre de ce séminaire » indique le Colonel Souleymane Sangaré. Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie au Mali, El Haoues Riache a d'abord félicité le directeur général de l'EMP-ABB et son équipe pour la tenue de cette initiative qui intervient dans un contexte sécuritaire particulièrement préoccupant dans cette région charnière entre les trois pays sahéliens que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso. À en croire le diplomate algérien, l'Afrique a besoin d'asseoir solidement et durablement son architecture de paix dans laquelle l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye joue un rôle dont l'importance ne peut être suffisamment soulignée.

A noter que ce séminaire de trois jours a vu la participation des représentants des États membres du Liptako-gourma.

Falye SISSOKO / Source : Canard Déchainé

## Mali : Les situations sécuritaire et des droits de l'homme s'améliorent selon un expert onusien



Le Sénégalais Alioune Tine, au titre d'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme au Mali, en fin de séjour le 22 février 2022, a exprimé sa satisfaction en ce qui concerne la situation sécuritaire, des droits de l'homme et des déplacés dans notre pays.

Selon lui, le nombre de violations des droits humains documentées au cours du dernier trimestre de 2021 par l'ONU a diminué de 27%, ainsi que la baisse de près de 30% du nombre d'incidents de protection entre novembre et décembre dernier.

Alioune Tine a aussi insisté sur l'amélioration de la situation sécuritaire en précisant qu'elle se traduit par « la récente baisse du nombre de personnes déplacées et de conflits intercommunautaires ». Selon son rapport, le nombre de personnes déplacées a diminué de 13%, passant de 400.000 en septembre 2021 à 350.000 en décembre 2021. Et « dans la région de Gao, le nombre de personnes déplacées a diminué de près de la moitié entre septembre et décembre 2021 », a souligné M. Tine, expliquant cette baisse, « par la pacification progressive de certaines localités dans les régions du centre et du nord du pays ».

Par ailleurs, l'Expert de l'ONU s'est dit très préoccupé par le rétrécissement de l'espace civique, notamment du rôle des médias, et de l'opposition politique. Selon lui, ce « climat délétère » a conduit plusieurs acteurs à l'autocensure par crainte de représailles de la part des autorités maliennes de transition et/ou de leurs partisans.

L'Expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Mali présentera, le 28 mars 2022, son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Source : Journal du Mali

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 442223 / Email: ampikile@gmail.com  
Site: www.malikile.com

**Maitre Éric Emmanuel Sossah, avocat au Barreau du Togo : « Le 25 mars, il ne se passera rien... il s'agit du Mali pas des partis politiques »**

Le cadre des partis politiques a décidé de ne plus reconnaître la Transition en cours à partir du 25 mars. Selon Maitre Éric Emmanuel Sossah, Avocat au Barreau du Togo, il ne se passera rien, il s'agit du Mali et non des partis politiques. Lisez plutôôt !

Si la population malienne comme on l'a vu a montré son adhésion à ce gouvernement, il n'est pas du pouvoir de la France de venir dire que ce pouvoir est illégitime. Ce n'est pas à eux de le dire. Ce sont encore des hommes politiques au chômage qui se cherchent une place. Ils ne vont pas reconnaître la transition et alors il va se passer quoi ? Le coup d'Etat ce n'est pas hier ou avant-hier, c'est fait depuis longtemps. Le 25 mars vous verrez il ne se passera rien du tout. Il s'agit du Mali pas des partis politiques. Les africains souffrent beaucoup de trop de clivages politiques parce que nos partis politiques sont devenus notre problème. Leur pléthore, leurs très grands nombres, leurs incohésions, leurs incohérences deviennent notre problème. Le Nigéria qui est le plus grand pays d'Afrique occidentale n'a que deux partis. Pourtant, ils ont une démocratie qui est très foisonnante qui vie et qui produit de l'alternance et des idées politiques. Plus on a des partis politiques, plus on s'embrouille et moins le jeu politique est lisible. Quand le coup d'Etat ait lieu, les partis politiques ont applaudit. Alors, maintenant se sont eux qui se sentent capables de donner des occasions aux régimes militaires qui est là ! Mais bravo, j'attends vivement le 25 mars pour voir ce qu'ils vont pouvoir faire. Franchement !

Kossa Maïga / Source : Canard déchaîné

**DIRPA : L'armée malienne monte en puissance**

Le Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), le Colonel Souleymane Dembélé, était devant la presse, le jeudi 17 février 2022, pour faire non seulement le bilan des opérations « Kélétiogui », ses missions, ses acquis depuis sa création à la date du 25 décembre 2021, mais aussi faire un aperçu général de la situation sécuritaire.

Les forces armées maliennes ont entrepris depuis le 25 décembre 2021 une dynamique offensive pour seul objectif la recherche et la destruction des Groupes Armées Terroristes (GAT) et leurs sanctuaires. Face à cette dynamique purement offensive, les terroristes, de plus en plus fébrile, en « débandade » dans tous les secteurs, adoptent désormais l'évitement.

L'opération « Kélétiogui » est intervenue à un moment où les actions des groupes armées terroristes avaient déjà marqué tout le centre du pays avant de s'éteindre à l'ouest, dans le secteur de Nara puis au sud dans les régions de Koutiala et de Sikasso. Elle a pour mission de neutraliser

**Retrait de la France du Mali : Un bilan accablant pour Hollande et Macron, selon Mélenchon**



Annoncé, jeudi dernier, le retrait militaire de la France du Mali a été qualifié de « piteux » par Jean-Luc Mélenchon, leader du parti Insoumis, ajoutant au passage que ce retrait constitue un bilan « accablant » pour le duo « Hollande-Macron ». C'est « un désastre largement prévisible », ajoute-t-il.

Tel est le prix de la gloriole de quelques-uns. Ceux-là ont transformé une opération militaire ponctuelle en une expédition sans perspective politique autre que de faire les fiers à bras à Paris », ajoute, Le leader de la France Insoumise dans un communiqué. « Il faut donc partir parce que c'est devenu intenable. Juste écrasé sous le poids de la bêtise et de la désinvolture des chefs civils français qui se sont grisés en voulant jouer à la guerre », indique Jean-Mélenchon. Avant de conclure : « il ne peut être question de se voir convoqué puis renvoyé comme nous l'avons été au Mali », poursuit-il. Et de conclure : « Et surtout, je ne fais aucune confiance à je sais quel nouveau déploiement sur le terrain, dans le Sahel décidé par les auteurs du désastre actuel ».

O Babi / Source : Canard déchaîné

les combattants des GAT et détruire les sanctuaires identifiés dans le théâtre Centre et dans la zone sud. Le Colonel Dembélé a noté que les attaques de GAT et les conflits intercommunautaires ont connu une diminution significative dans le théâtre-centre.

Au cours des opérations « Kélétiogui » depuis le début du 25 décembre 2021, les FAMA ont neutralisé sur le théâtre Centre et Zone Sud 208 terroristes, 108 ont été interpellés, 28 véhicules et 94 motos récupérées, 61 minutes de plusieurs marques ont été saisies, 718 sacs de céréales extorqués par les terroristes sous formes de « Zakat » ont été récupérés et 453 bétails.

Le Colonel Dembélé a conclu que courant les deux mois derniers, les GAT n'ont pas pu monter la pression sur les FAMA. Tout en évitant le contact direct, les GAT se sont contentés des poses d'EEI et au sabotage des installations des réseaux GSM. Aussi, une partie de leurs activités consistent à faire contribuer les populations à l'effort de guerre dans les zones Offices du Niger et dans le delta intérieur à travers des raquettes appelées « la zakat ».

Kossa Maïga / Source : Canard déchaîné

## Redéploiement des forces européennes au Niger : Un marabout dans les mailles de la justice

Depuis l'annonce du redéploiement des forces européennes au Niger, une partie de l'opinion a clairement manifesté son opposition y compris parmi les leaders religieux.

En effet, depuis Lundi circule en particulier une séquence vidéo ; dans laquelle, un leader religieux dénommée Alpha Ali Songhaï, souhaite notamment la malédiction à « tous ceux qui œuvrent à l'accaparement de notre pays par les européens », avant de conclure : « que Dieu libère notre pays comme il a libéré le Mali, le Burkina et la Guinée ».

Selon les informations qui nous sont parvenues, de telles déclarations ont valu une interpellation policière au marabout concerné.

Comme il fallait s'y attendre – s'agissant d'un leader religieux, dans un pays majoritairement musulman -, beaucoup de Niameyéens se sont mobilisés place de la Concertation, près de la Police judiciaire pour dénoncer « une injustice », « une volonté d'intimidation », « une atteinte à leader religieux » ! Sur les réseaux sociaux, se sont multipliés des invitations à sortir massivement pour manifester l'indignation. A l'heure où ces lignes sont écrites, il semblerait que le vieux marabout ait été placé en détention. Selon le Journal en ligne First Niger, il « est mis sous mandat de dépôt à la prison civile de Filingué. Les charges portées contre lui sont : complot contre un régime constitutionnel ; atteinte à l'ordre public et associations de malfaiteurs ». En attendant d'amples informations, nous suivons l'évolution de cette affaire.

Symptomatique du rejet populaire de la présence des troupes européennes, ces événements mettent en lumière une autre réalité : la volonté du pouvoir de Niamey de combattre toute forme d'opposition à ce projet y compris par la force et l'instrumentalisation du droit.

Pourtant, le pouvoir Bazoum sait qu'il devra beaucoup ménager l'opinion pour lui faire accepter l'arrivée des troupes européennes. Toute répression sera une cause supplémentaire d'aggravation des tensions ; à l'heure où, les événements de Téra sont encore dans les consciences. Nous y reviendrons !

Malik WOGO





DIONA DIONA  
**PHOENIX**  
Pour un nouveau souffle de vie



# SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

## Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

**-25%**  
DE RÉDUCTION  
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

**CONTACTS:**

**+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65**





# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Le ministre Modibo Keïta en zone Office Riz Ségou (ORS) : S'assurer de la disponibilité des céréales

L'objectif de ce déplacement du ministre du Développement Rural, M. Modibo Kéïta, est de s'assurer de la disponibilité des céréales pour une bonne sécurité alimentaire des populations bénéficiaires des banques de céréales.



Le ministre du Développement Rural, M. Modibo KEITA, accompagné d'une forte délégation, dont le Directeur Général de l'Office Riz Ségou, M. Salif SANGARE, a effectué, le samedi 19 février 2022, une mission de supervision des interventions de l'ORS dans la région de Ségou, notamment dans le village de Zambougou Bamana, Commune rurale de Konodimini, dans le village de Boundo Bamana, Commune rurale de N'Gara, cercle de Ségou. Première escale dans la ferme agricole de M. Tahirou DEMBELE à Konodimini. Ce dernier a expliqué avoir travaillé pendant 21 ans dans les projets et les organisations internationales. « Je me suis installé à mon propre compte. La ferme agricole que je gère porte le nom de mon père Bagnekè », a souligné l'ingénieur agronome de formation. « La ferme regroupe 4 périmètres aménagés : un périmètre où on fait des tests de comparaison de rendement pour des expérimentations dans d'autres parcelles. Nous avons un périmètre rizicole aménagé. Le riz est produit à partir de l'eau souterraine, et on fait la rotation avec le ma-

raichage. Il y a un périmètre similaire, qui fait une superficie de 2 ha et plus ; j'ai aussi un périmètre aménagé uniquement en agrumes. J'ai aussi un périmètre qui fait 7 ha, où nous sommes en train de faire de la culture fourragère, réservée uniquement aux animaux (les bovins) », ajoute-t-il.

Tahirou a également souligné qu'il expérimente les cultures avant de les mettre en production. Il cultive des agrumes, la papaye, du melon, la carotte, la tomate et les forages comme l'herbe d'éléphant. « Ce sont les principales spéculations que je cultive », s'est félicité l'ingénieur agronome M. DEMBELE.

Selon l'ingénieur, les spéculations qui vont montrer leur performance sur le plan rendement, résistance aux maladies, « ce sont ces plants que je mets en culture dans d'autres périmètres » a-t-il argumenté. Le propriétaire de la ferme Bagneke M. DEMBELE pratique deux systèmes d'irrigation : le micro-gît et le goutte à goutte.

Selon lui, ce périmètre expérimental lui permet de faire des bons choix qui correspondent au

choix de ses clients. « J'encadre dans cette ferme des étudiants de l'université. Je leur fais savoir que ce ne sont pas les bureaux seulement qui sont source de réussite. On réussit sur le terrain », s'est-il réjoui. Selon lui, son chiffre d'affaires par campagne avoisine 70 à 80 millions de francs CFA.

Le ministre du Développement Rural s'est réjoui de la visite du périmètre expérimental de Tahirou DEMBELE. « Il fait beaucoup de production agricole et maraîchère. Ce sont des expériences à dupliquer. Cette production renforcera notre dépendance des importations, de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de créer des emplois et de stabiliser la jeunesse. Il est un modèle de réussite sur lequel on doit s'inspirer », a reconnu entre autres le ministre du développement rural.

Ensuite, le ministre et sa délégation ont visité successivement la banque de céréales du village de Bamana Zambougou qui est un financement de l'ORS à travers le Projet d'Appui au Développement Local, et la banque de céréales du village de Boundo, financée par l'ODRS à travers le Projet d'appui au Développement intégré de Tien-Konou et Tamani (Gouvernement du Mali-BID). Dans ces villages le ministre a expliqué que l'objectif de sa visite était de rendre visite aux paysans, aux exploitants agricoles dans leur zone de production. Selon le ministre Modibo KEITA à Zambougou, l'opération Riz Ségou a mis 2 millions à la disposition des exploitants agricoles. Ils ont construit un magasin de stockage. Avec l'argent obtenu, ils ont acheté un stock de céréales pour s'en sortir des difficultés pendant la période de soudure qui coïncide avec les intenses activités d'exploitation agricole en hivernage. « A Boundo Bamana, on a vu un exemple similaire. En plus de la banque de céréales, à Boundo il existe une coopérative de femmes. Elles achètent des petits ruminants qu'elles élèvent. Elles étaient 25 au départ. Aujourd'hui, elles sont à 70 membres. L'amortissement se fait sur une période de 3 ans. Cette activité a permis à ces femmes d'avoir des revenus supplémentaires et d'aider les chefs de ménage », s'est réjoui le chef du département. Il a encouragé l'ORS à les appuyer davantage » a expliqué le ministre du développement rural. En marge de la visite des zones d'interventions de l'ORS à Zambougou et Boundo et de la visite du périmètre de M. Tahirou DEMBELE, le ministre et sa délégation se sont rendu égale-

ment à l'usine de production de l'engrais 100% naturel (Eléphant Vert). Le directeur général d'Eléphant Vert, M. Bernard LAGUERRE, a présenté sa société à la délégation.

Selon lui, l'usine Eléphant Vert est une société qui a été créée au Mali en 2012. A l'origine elle appartenait à une société Suisse. « C'est une usine qui fait 6ha et demie. Il a été investi en 2014, 6milliards de FCFA. L'usine utilise tout ce qui est biodégradable. Toutes les matières premières utilisées sont d'origine malienne. Ce sont tous les déchets d'abattoirs, des déchets végétaux ou animaux. Tout ce qui se jette (végétal ou animal) nous l'utilisons. Nous avons une plateforme à Ségou, on est en train de monter une plateforme à Sikasso, une à Kayes, une à Bamako et à Mopti. Notre politique, c'est de se rapprocher des matières premières afin que l'engrais organique puisse être accessible à un prix raisonnable », a souligné le directeur de l'usine de production Eléphant Vert.

Selon lui, l'objectif de la société est d'avoir de l'engrais organique 100% malien avec aucune importation, en utilisant tous les déchets et avoir l'engrais le plus accessible. Le ministre du développement rural a, pour sa part, souligné que les pays développés sont en train de subventionner les engrais organiques pour leurs producteurs, et au même moment nous, nous faisons la promotion de l'engrais chimique », a-t-il déploré. « Je suis très fier de ce que j'ai vu. C'est une unité de production organique car tous les intrants sont fabriqués chez nous localement. Nous avons des intrants agricoles qui échappent à l'embargo de la CE-DEAO. Cette usine contribue à la création d'emplois. Elle contribue aussi à assainir notre environnement et à booster notre production et notre productivité. La société a un programme de création d'usine dans toutes les zones de production. Pour réduire le coût de production, il faut déplacer les usines vers les centres de production, et là ils ont accès aux matières premières, les coûts de production vont baisser et permettra à notre pays d'être plus compétitif », a indiqué en substance le ministre du Développement rural M. Modibo KEITA

Source : MDR

## Lutte contre le terrorisme : Les FAMAS rassurent !

La nouvelle offensive lancée par l'armée malienne apporte ses fruits et le peuple lui en sait gré. En effet, les dernières victoires remportées, non sans peine, redorent le blason d'une armée dont on mettait en cause l'engagement dans cette guerre contre le terrorisme.



**F**ortes du soutien du peuple, les Famas sont désormais debout sur les remparts. Et cela se ressent aux fronts. Ces prouesses, attribuées au départ aux actions conjointes des forces barkedes et aux Famas, sont désormais l'œuvre des descendants de Soundjata Keita. Et désormais, il devra en être ainsi. La montée en puissance des FAMAS, qui honore le peuple tout entier et fait trembler les forces du mal, est la nouvelle donne à préserver à tous prix. Cependant, la présence des Russes, mercenaires ou non, nous pousse à questionner l'efficacité de nos braves soldats. C'est une interrogation existentielle car si les victoires, qui auréolent les Famas, sont également attribuables aux russes alors nos certitudes seront ébranlées. Nous serions dans l'obligation d'admettre que c'est un peu tôt pour crier victoire. Mais quelle que soit la vérité, c'est le résultat qui importe. Les défaites des terroristes sont à mettre au crédit du jugement et des actions du Chef suprême des Armées. Ainsi, la

Transition a-t-elle su prendre le problème du terrorisme à bras-le-corps et commencer à reconquérir le territoire national ?

Notons, par ailleurs, que si des erreurs de jugement ont été commises (comme le renvoi immédiat des forces qui sécurisent la Minusma dont les missions bénéficient aux populations vulnérables), les FAMAS ont redoublé d'efforts et leur engagement ne peut être questionné. Même la perte tragique d'une quarantaine de civils (paix à leurs âmes), récemment, n'entache pas la valeur de cet engagement.

Cependant la Transition, désormais à même de prendre la mesure des enjeux et des besoins de nos forces armées, a promis une réduction du train de vie de l'État pour financer l'effort de guerre. Mais on constate que les décisions prises (réduction du salaire de la présidence ou de celui du PM...) ne sont pour l'heure que des mesurette.

Comment exiger d'un fonctionnaire ou du malien lambda, qui galère (le mot est faible) pour

nourrir sa famille avec les maigres salaires qu'il perçoit, de supporter les conséquences d'un embargo pendant que d'autres empochent des millions sans peine ? Un élargissement du CNT vient confirmer l'argument selon lequel les mesures prises sont, en partie, incohérentes. Le patriotisme à géométrie variable peut saper l'effort de guerre. L'armée nationale doit être soutenue et outillée aux frais de tous. C'est la seule condition pour qu'il y ait reconstitution effective des forces de défense sans avoir à recourir à des troupes extérieures, fussent-elles mercenaires ou non. Et le principe même de payer, toutes autres forces que les FAMAS, contredit les mesures annoncées. D'aucuns pourraient rétorquer qu'il s'agit d'une mesure temporaire, le temps de mettre un terme aux massacres de civils et de nos braves soldats. Mais est-on sûr de pouvoir supporter financièrement le coût de la reconstitution de l'armée nationale et celui de la sous-traitance de notre sécurité ? La question est d'autant plus pertinente que les autorités de la Transition ont ouvert plusieurs fronts pouvant affecter sérieusement la santé financière d'un État, déjà affaibli par les crises socio-politiques, sanitaires et sécuritaires mais aussi acculé par les sanctions de la CEDEAO. Il convient donc d'éviter de tomber dans la situation du chat



qui se mord la queue ! Toutes ces réflexions n'ont pas pour but de dénigrer les sacrifices consentis par nos braves soldats, à qui le peuple n'a de cesse exprimé sa gratitude, mais au contraire nous voulons inciter à une réflexion profonde sur les enjeux et les perspectives d'une reconquête de l'intégrité du territoire national. Se fier à l'applaudimètre, serait une grande erreur car ceux qui

applaudissent, suivent, le plus souvent, la direction du vent. Restons derrière nos autorités mais exerçons le devoir de conseil en toute objectivité dans l'intérêt Supérieur de la nation.

Dr DOUGOUNÉ Moussa  
Source : Le Pélican



## Police de l'Air : De la cocaïne d'une valeur de 107,5 millions de FCFA saisie à l'Aéroport de Sénou

**L'objectif de ce déplacement du ministre du Développement Rural, M. Modibo Kéita, est de s'assurer de la disponibilité des céréales pour une bonne sécurité alimentaire des populations bénéficiaires des banques de céréales.**

**A** la suite d'une dénonciation anonyme, les éléments du commissariat Spécial de l'Aéroport International Bamako Senou ont saisi quatre (04) kilogrammes trois cents (300) gramme de cocaïne contenant dans une valise. En effet, dans la nuit du 22 au 23 février 2022, aux environs de 21 heures, le commissaire chargé de la Police de l'Air, le Commissaire Divisionnaire Ibrahim Kébé, reçoit un coup de fil d'un dénonciateur qui déclare avoir reçu une valise d'un certain D.G dont le contenu lui paraissait suspect.

Immédiatement, le Commissaire Kébé met les limiers de la Brigade de Recherche en mission pour récupérer la valise et le dénonciateur anonyme. L'équipe récupère la valise et l'informateur de la police avant de les présenter au commissaire. Il procède à une fouille minutieuse de la valise. A l'intérieur, il a été retrouvé deux colis en papier aluminium enveloppés dans des sachets en plastique contenant chacun de la poudre blanche, le tout dissimulé dans les ailes inférieures de la valise.

Le test effectué par la cellule aéroportuaire anti-traffic de l'Office Centrale des Stupéfiants est sans appel : il s'agit de la cocaïne pure et dure. Le 23 février, il a été procédé à l'interpellation du sieur D.G au cours d'une opération avec l'appui du Commissariat de Police du 10ème Arrondissement. Une prouesse des éléments du Commissariat de la Police de l'Air qui a permis de déjouer les malices des trafiquants qui ne manquent pas d'ingéniosité pour tromper la vigilance des forces de l'ordre. Chapeau la cellule aéroportuaire de l'Office Centrale des Stupéfiants, dont l'apport aura été déterminant.

L'Office Central des Stupéfiants (OCS) a quatre missions essentielles dans le cadre de la lutte

contre la drogue : la prévention, le contrôle, la répression et la coordination. Il faut aussi noter que pour une meilleure coordination de lutte, l'OCS travaille en harmonie avec tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le trafic

et la consommation de drogues au Mali, à savoir : les Douanes, la Police, la Gendarmerie, la Justice, la Santé, les organes de presse et les organisations de la société civile.

La lutte contre la drogue nécessitant une coopération avec les pays voisins, l'OCS collabore également avec les pays comme le Nigéria, le Ghana, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal via un mécanisme de partage d'informations et de renseignements opérationnels pour rendre plus efficace la lutte commune. De même, dans le cadre de la coopération, l'OCS entretient des partenariats fructueux avec plusieurs pays et organismes, dont la France, les Etats-Unis, le Canada, l'Espagne, la Russie, l'ONU, la MINUSMA, l'EUCAP-Sahel le G5 Sahel, la MISAHEL et la CEDEAO.

■ Yama DIALLO



# Paix, Sécurité et Développement :

## Le rôle de l'Humanitaire dans le cadre du développement local



L'Institut des Hautes Études en Management (IHEM) innove, à travers un nouveau programme de formation.

Mercredi 23 février l'IHEM a organisé une conférence de presse pour annoncer et partager avec les étudiants et les humanitaires un nouveau programme qu'il a intitulé « Le Rôle de l'Humanitaire dans le cadre du développement local. »

Étaient présent à cette conférence de presse inaugurale, Monsieur Moussa SIDIBE, Directeur General de l'IHEM, Monsieur Mohamed TOURE, Représentant Haut- Commissariat des Nations unies pour les réfugiés - HCR et Monsieur Bertrand GALLET, Président d'ACTED et plusieurs autres personnalités dont le président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) Dr Moumouni Guindo.

Ce programme s'articulera autour des problématiques de l'opérationnalisation du nexus dans le contexte du Sahel, du renforcement de la coopération entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix pour faire face à des crises multiples, de la disponibilité des ressources humaines et des compétences nationales et africaines (qualification et profes-

sionnalisation) dans le domaine de l'humanitaire du développement et de la paix. Elle réunira 100 participants : Etudiants, hommes et femmes de media, professionnel et acteurs du nexus Humanitaire, développement et paix.

Les panelistes ont tenu en haleine les étudiants qui sont déjà enthousiastes pour ce nouveau module innovant dans les programmes de formations au Mali. Aussi, la situation générale humanitaire dans le pays a été détaillée par les intervenants. Le représentant de du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Système des Nation

Unies au Mali - OCHA Mali regrette que le financement des actions humanitaires ne soit pas à hauteur des besoins exprimés. L'année passée, il y a eu 38% du budget qui a été financé. 38% pour un pays où le besoin humanitaire est très élevé, il y a des efforts à faire. C'est ainsi qu'en dernier mot, il a insisté sur le financement.

Le président Abdoullah Coulibaly a été ovationné pour son initiative de développement dans notre pays. Les partenaires l'ont assuré de leurs accompagnements.

Bertrand GALLET, président d'ACTED, la 2ème ONG française au Mali, rappelle que les ONG humanitaires font travailler à 80-90% des locaux. Mais ces ONG sont toujours dirigées par des européens, parce que les bailleurs des fonds sont exigeants en termes d'audits et de niveau de formation pointu. C'est d'ailleurs ainsi qu'avec le président Abdoullah Coulibaly, monsieur GALLET a discuté sur la nécessité d'un programme de formation particulière à l'IHEM. La formation particulière au niveau de l'IHEM, combinée avec ce module va beaucoup aider les employeurs au niveau des ONG. La mission humanitaire n'est pas une mission facile mais elle est nécessaire et passionnante. Il y a des morts, des enlèvements, etc. Le cas particulier de cette année, avec la COVID, les crises sociopolitiques et les sanctions contre le Mali, sont de nature à rendre encore plus difficiles les missions humanitaires.

L'IHEM est une mine pour les employeurs. Les Sortants de cet institut sont des hauts cadres de ce pays qui font la fierté du président Abdoullah et qui contribuent à la compétitivité des entreprises.

■ Karamoko B Keita



STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES  
INGENIEURIE DE SON



**CREATED LABEL**  
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



## Rififi entre les tisserands : Le RPM au bord de l'implosion !

**A l'issue des 3èmes Assises du Rassemblement Pour le Mali (RPM), un Collectif pour la Défense des Statuts et Règlements Intérieur du parti (CDSRI-RPM) a vu le jour. Ces frondeurs sont principalement composés de : Me Baber Gano, Mahamane Baby, Moussa Timbiné, Zeinab Maïga. Ils sont farouchement opposés au président du RPM. Dont ils accusent de : « violations des textes du parti », en l'occurrence sa désignation comme candidat naturel à la future présidentielle. Lors d'une conférence de presse, tenue ce jeudi 17 février 2022 au siège du RPM en CV du District, le CDSRI-RPM a exigé : « la tenue d'une conférence statutaire du congrès afin de pouvoir désigner le futur candidat du Parti du Tisserand ». Evidemment, Dr Bocari Téréta et ses partisans brillaient par leur absence. Comme on peut le constater, plus rien ne va au sein du RPM : ce parti est bord de l'implosion! Rappel et analyse des faits !**

Le 27 décembre 2021, à la maison des Aînés de Bamako, une rencontre a lieu entre le BPN-RPM et les élus. Au lendemain de cet événement, soit du 28 au 29 décembre, se sont tenues au Palais de la Culture, les 3èmes Assises du Comité Central du RPM. Mais les résolutions et les motions spéciales prises par ces assises sont vigoureusement dénoncées par le président du CDSRI-RPM et ses compagnons.

Dans son costume de Chef des frondeurs, Me Baber Gano juge qu'elles sont « non conformes aux dispositions statutaires et réglementaires du RPM ». Il évoque l'article 43 du règlement intérieur du parti qui, selon lui, est en contradiction avec les décisions prises, notamment la désignation de Dr Téréta comme futur candidat naturel des Tisserands.

D'après lui, seul le Congrès est l'instance habilitée à modifier les textes du RPM et désigner un candidat à l'élection présidentielle. Mais est-ce seulement l'application ou pas des textes du parti qui divise les ténors du RPM ? Bien sûr que non : en réalité depuis la chute d'IBK, le parti des tisserands (privé de fonds publics) est plus que jamais en état de déliquescence ! Face à cette fronde, les partisans de Dr Téréta vont naturellement réagir. Et ça serait désormais un bras de fer entre les deux tendances sans aucun consensus possible !

Considéré à tort par certains analystes politiques comme étant le nombril du pouvoir IBK, le RPM, dormant sur ses lauriers, est demeuré confronté à une guerre de clans et de leadership. Le parti n'a visiblement pas

cherché à murir. Le père-fondateur du parti, feu Ibrahim Boubacar Keïta, dans sa position dominante de président de la république, a malheureusement voulu qu'il en soit ainsi, en entretenant la guerre de positionnement entre ses protégés. Ces derniers, constamment obsédés par l'obtention d'un poste juteux dans la gestion des Affaires Publiques, n'ont logiquement pu s'affranchir. A chaque Congrès, c'est IBK qui tranchait en dernier ressort dans les nominations aux postes du parti. Aussi, durant tout le règne du mentor, le RPM fut faussement propulsé (à partir de tripatouillages électoraux) au rang de premier parti du pays. Mais sans jamais peser politiquement dans la gestion des Affaires publiques.

Ainsi, lors des désignations au poste de PM et d'autres portefeuilles ministériels, le RPM (en dépit de sa majorité absolue avec ses partis satellites à l'Hémicycle) n'était jamais consulté par le président de la république et père-fondateur du parti des tisserands. Dont les cadres n'avaient guère le choix que de se contenter de strapontins pour figurer dans les Gouvernements successifs. Dont aucune décision n'était d'ailleurs contestée à l'Assemblée nationale paradoxalement dominée par le RPM. Résultat : à la Chute du mentor, l'édifice de carton RPM ne peut que s'écrouler. C'est justement ce processus d'implosion auquel on assiste actuellement. Le RPM va inéluctablement imploser et ça n'est qu'une question de temps !

Falaye Keïta  
Source : Le Pélican





## Contribution : Le danger d'un droit international de la transition militaire



**L**e Professeur Topanou Prudent Victor, ancien ministre de la Justice du Bénin, expose une idée originale dans un article paru le 10 février 2022 sur le site du journal Banouto. Analysant les coups d'État militaires qui se sont succédés en Afrique de l'Ouest depuis deux ans et les réactions populaires généralement favorables qu'ils ont suscitées, il

propose une « formalisation du droit international de la transition militaire », constatant que l'échec continu des civils à développer leurs pays respectifs entraînera encore des putschs. Dans le même sens, le Professeur Topanou Prudent Victor affirme ne pas encourager les militaires à prendre le pouvoir : « l'initiative d'un droit international de la tran-

sition militaire peut apparaître comme une apologie des coups d'État mais il n'en est rien. [...] Elle intègre leur existence et tente au mieux de les décourager en les rendant difficilement réalisables comme une dissuasion, une épée de Damoclès sur la tête des gouvernants civils qui n'auront pas d'autre choix que de bien faire [...] », car, dans le cas contraire, l'armée, selon un cadre précis, aurait toute légitimité pour prendre le pouvoir. Cependant, cette proposition de créer un contre-pouvoir fort à la gouvernance souvent calamiteuse – il est vrai ! – des civils est selon nous particulièrement dangereuse, étant donné qu'elle risque d'inciter des officiers à rester ou à s'installer pour longtemps à la tête d'États africains. En effet, elle repose sur le parti pris naïf de la vertu de l'armée (I), sur une analyse erronée des relations entre les civils et les militaires (II), et sous-estime l'importance du renforcement des garde-fous qui peuvent limiter l'instabilité des États d'Afrique de l'Ouest (III).

### I. UNE ARMÉE CORROMPUE ET INCAPABLE

Un reportage édifiant diffusé début 2022 sur LCP Assemblée nationale met au jour la corruption d'une partie de l'armée. Il révèle que des officiers radient des sous-officiers afin de récupérer leur solde pour se faire construire de grandes maisons dans le camp de Kati. De faux bulletins de salaire, émis par le commissariat des armées, permettent l'enrichissement de gradés qui empochent la différence des sommes déclarées et celles réellement versées aux soldats. Interrogé par les journalistes réalisant le documentaire, Denis Tull, spécialiste du Sahel, rapporte que, d'après l'Union européenne, 40 % des salaires ne parviendraient jamais aux militaires. Sur le terrain, les hommes souffrent du manque de moyens causé par le détournement des fonds destinés pourtant à la sécurisation du pays. Un sergent-chef fait part de son expérience : « Pour un mois de patrouille, avec un effectif de vingt personnes, vous vous retrouvez avec sept armes que vous vous échangez [...] et soixante balles ». Les djihadistes attaquent les soldats maliens, incapables de se défendre, et, par conséquent, de contrer l'avancée islamiste. Comment alors penser que l'armée peut résoudre les problèmes du pays ? Sur les neuf présidents qui ont dirigé le Mali, six étaient

des soldats, et quelle évolution le pays a-t-il connue grâce à eux ? Ils n'ont pas mis fin à la mauvaise gouvernance, loin s'en faut ! L'armée n'a pas l'apanage de la vertu. Il est donc invraisemblable qu'elle cherche à respecter les règles d'un droit international de la transition et à rendre le pouvoir trois ans après l'avoir subtilisé – durée que le Professeur Topanou Prudent Victor estime « bonne », « pour une transition militaire réussie ». En voici la preuve : le 21 février 2022, une nouvelle charte est votée par le Conseil national de Transition, qui repousse à une date inconnue l'organisation des élections pourtant prévues en mars ! Dans cette entreprise de démolition de la démocratie, l'armée peut compter sur les civils.

## II. LA COLLUSION DES CIVILS ET DE L'ARMÉE

La responsabilité des problèmes du Mali est en effet partagée. Comme l'indique Marc-André Boisvert, en dépit de l'aide apportée par l'Union européenne dans le cadre de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali pour réformer l'administration militaire, « on peut se demander s'il n'y a pas une réticence plus politique » à régler le problème de la corruption de l'armée. À l'évidence, l'acointance des civils et des militaires permet des arrangements qui nuisent à l'État. Pourtant, l'armée tout entière devrait respecter une éthique, c'est-à-dire la « neutralité politique et donc

un refus catégorique d'être utilisée par les politiciens dans des situations purement politiques ou internes dont la résolution relève mieux de la compétence des forces de défense civiles, voire des cours de justice ». Il est manifeste, donc, que la viabilité de toute Constitution est notamment conditionnée au rôle des militaires et à leur respect des valeurs républicaines. Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali, souligne ainsi que le Sénégal n'a jamais subi de coup d'État militaire, parce que l'armée et les gouvernements successifs se font confiance. C'est l'objectif principal que les gouvernants devraient chercher à atteindre une gouvernabilité acceptable par le peuple. De la sorte, l'État ne renoncerait plus à lui confier les missions régaliennes qui devraient lui être dévolues, telle la sécurité, et on ne verrait plus des Maliens en arriver à soutenir les islamistes pour assurer leur intégrité physique.

## III. LE RENFORCEMENT DE GARDE-FOUS

Si le Professeur Topanou Prudent Victor a bien raison de dénoncer les « coups d'État civils » perpétrés par des dirigeants africains, qui, par exemple, « modifient à leur convenance les Constitutions » pour « s'éterniser au pouvoir », il ne doit pas oublier que c'est aussi valable pour les différentes junte agissent de la même façon. Il est impératif de trouver des

moyens pour que les citoyens accordent de nouveau leur confiance aux civils et pour que ces derniers, une fois au pouvoir, ne craignent plus l'armée. Il faut en finir avec le débat qui oppose deux solutions simplistes au problème de l'instabilité des États africains, à savoir l'élection démocratique à tout prix, sans confrontation de projets politiques, et l'établissement de la sécurité, même par le recours aux régimes militaires. Nous pensons en effet qu'un programme politique reposant sur la bonne gouvernance, visant la maîtrise de la natalité et l'accès à l'éducation notamment, offrirait à l'État l'autorité que ne lui reconnaissent pas aujourd'hui certains peuples, au Mali en particulier. En ce sens, l'armée ne peut être d'aucun secours, nous l'avons dit, mais des garde-fous sont nécessaires : les organisations régionales – qui pâtissent, certes, de leur manque de légitimité, mais dont les préconisations sont louables – et la communauté internationale, qui devrait aider les armées, la police, la justice et les États à se consolider, comme l'affirme Nicolas Normand.

Balla CISSÉ, docteur en droit public de l'Université Sorbonne-Paris-Nord ; avocat au Barreau de Paris ; et diplômé en Administration électorale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74 Mali **Malikilé**  
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

## Mali : Le prix de la liberté

Le Mali se trouve dans la position d'un grand malade autour duquel se tiennent des enfants inquiets, des voisins compatissants et solidaires, mais aussi des loups opérant en bandes organisées se désespérant de voir le patient se remettre d'un mal qu'on disait fatal. La nouvelle élite politique a réussi à identifier et isoler le virus. Dès lors, sorciers blancs et charlatans noirs s'affairent urbi et orbi pour provoquer la rechute du malade dont la guérison pourrait sonner le glas de leur entreprise criminelle de mystification et de déstabilisation.

### LA BÊTISE HUMAINE EST VRAIMENT SANS LIMITES

Pour couper le bois, le bûcheron se sert de la hache dont le manche est fait de bois. Pendant que la CEDEAO n'hésite pas à violer ses propres textes pour taper durement sur un des siens, la France dans sa tentative d'étouffer le Mali reçoit le soutien de l'Union Européenne. L'organisation sous régionale dont la France avait déjà anticipé la décision, a fermé ses frontières terrestres et aériennes avec le Mali. Cependant, Air France qui réalise la moitié de ses profits en Afrique de l'Ouest avec deux vols quotidiens en direction du Mali, a été autorisée à reprendre ses vols sur Bamako. D'un côté, réalisme et pragmatisme, de l'autre, légèreté et méchanceté. Alors, vive la bêtise humaine qui semble avoir élu durablement domicile chez certains chefs d'Etat africains dont les pays sont pourtant confrontés comme le Mali aux pires aléas de la politique néocoloniale française. Par la grâce de Dieu, le Mali ne mourra pas pour quelques frontières fermées, mais tous ceux qui se sont compromis dans cette affaire pour les beaux yeux de la France se sont décrédibilisés aux yeux de leurs populations et du reste de l'Afrique. Le génie créateur du peuple malien s'inspirant de « Kurukan-fuga », est désormais au service d'une véritable fraternité de case pour penser les plaies. Le réveil est brutal pour la France et ses affidés qui étaient loin de s'imaginer que le Mali pouvait avoir une réaction aussi ferme et tenir aussi longtemps. Assimi Goïta a repris le contrôle de son espace terrestre et aérien grâce à la coopération avec la Russie. Il s'est

trouvé des alliés hautement stratégiques en Afrique (Algérie et Mauritanie) qui lui ouvrent toute la frontière nord, sans compter celle de la Guinée qui n'a jamais été fermée. En Asie, la Chine, l'Iran et les pays arabes lui tendent les bras. Même en Europe de l'ouest, la Turquie offre ses services. Peut-on faire mieux en si peu de temps ? Aujourd'hui, personne ne doute de l'efficacité du parapluie militaire russe et du génie entrepreneurial de la Chine, de la solidarité des pays arabes, de l'ingéniosité de l'Iran et de la Turquie. Sentant que l'affaire est en train de se gêner pour eux, certains étrangleurs de l'ombre ne décolèrent plus. Comme à Waterloo, la France est obligée de capituler pour insuffisance de résultats. La CEDEAO elle aussi lâchée en plein vol, est à la recherche d'une voie de contournement honorable. L'opposition politique radicale vit la descente aux enfers la plus pénible de son histoire. Comme Modibo Kéita aux premières heures de l'indépendance, Assimi Goïta est en train de montrer le chemin de l'honneur et de la dignité. La jeunesse malienne revit.

### PARTOUT AU MALI, UN JOUR NOUVEAU SE LÈVE

Le schéma catastrophe programmé pour le Mali par quelques politiciens locaux revanchards et par les « experts » de la CEDEAO-UEMOA ne se réalise pas au bout de quelques jours ou de quelques semaines au grand dam de la France car, les patriotes maliens et notamment les jeunes sont restés soudés et solidaires de leurs autorités. La diplomatie et la communication de crise n'ont jamais été aussi agressives et efficaces au Mali. La tentative d'étranglement est en train de tourner au fiasco et au ridicule pour ses initiateurs. Que faire à présent ? Comme on ne reconstruit pas un pays avec ceux qui veulent l'assujettir, ni avec des apatrides, la diversification des partenariats à l'international est une première réponse qui sera complétée par le maintien de la dynamique politique actuelle « Assimi-Choguel », pour éviter tout chamboulement et un retour au statu quo. Il faut donc sortir de l'architecture institutionnelle qui permet au Président de la République de tout décider. En outre, il faudra remettre de l'ordre dans la



création anarchique des associations et des partis politiques qui a empêché la constitution d'une majorité politique homogène et d'une opinion publique centrée sur la seule défense des intérêts du pays. Au titre du serment des responsables politiques et administratifs, ceux-ci doivent désormais s'engager expressément sur l'honneur en faveur d'une armée nationale de métier, républicaine et forte pouvant protéger l'Etat de droit, l'économie nationale et l'intégrité du territoire. La lutte contre la corruption et la sauvegarde des valeurs morales et culturelles seront les deux autres piliers du serment. L'histoire retiendra qu'un jeune officier malien patriote, ancien du Darfour et commandant l'unité des forces spéciales, qui a passé une dizaine d'années sur le front nord et côtoyé la mort au quotidien, est parvenu à force de courage et d'abnégation à arrêter au péril de sa vie, les conséquences de l'hémorragie provoquée par trente ans d'une démocratie alimentaire frelatée. Plus d'un mois après les sanctions de la CEDEAO et la reprise en main du pays, la sécurité et la paix reviennent progressivement. Un jour nouveau se lève enfin de Kayes à Kidal. Il est encore temps pour les anciens bourreaux de faire leur mea culpa car les maliens sont enclins au pardon. Cependant, ils doivent savoir que persévérer dans l'erreur est diabolique et que le diable se combat sans répit et par tous les moyens. Le Mali vient d'engager face à la France la bataille pour son indépendance, c'est-à-dire la capacité de décider de son destin. Celle-ci a reçu le soutien des pays de l'Union européenne. Quant au Mali, il a reçu les sanctions de la CEDEAO francophone dont les pays sont en première ligne pour le compte de la France. Il est difficile de libérer un esclave à qui on a inculqué que ses liens sont une parure que les autres lui envient. Il appartient à chaque peuple de le comprendre et d'en tirer les leçons.

Mahamadou Camara

## Goodluck Jonathan à Bamako : Une arrivée porteuse d'espoir ?

**Le médiateur de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le Mali est arrivé hier en matinée à Bamako. Accueilli à l'aéroport International Modibo Keita de Sénou par le ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale Abdoulaye Diop, Goodluck Jonathan s'est montré très optimiste et a exprimé que la CEDEAO est une partie prenante de la transition malienne. Du coup, il écarte toute idée selon laquelle sa mission soit une dernière chance**

■ On ne peut pas dire que c'est la visite de la dernière chance. C'est un processus qui continue jusqu'à l'arrivée de la fin de la transition »

« Cette visite n'est pas une surprise, puisque nous avons indiqué depuis le début que nous sommes partie prenante de ce processus. C'est dans ce cadre que nous sommes là » A-t-il dit. Il va normalement entériner les réunions techniques qui se sont déroulées durant ces dernières semaines entre les autorités maliennes, les représentants de la CEDEAO, de l'UA, et de l'ONU. « Nous allons rencontrer les autorités pour échanger sur tout ce qui a été fait et voir si on peut avancer pour pouvoir arriver vraiment à des situations qui sont dans l'intérêt du Mali, de la CEDEAO et de tout le

monde ».

La délégation du Président Goodluck Jonathan a donc un agenda très chargé, surtout que quelques jours avant son arrivée, le Conseil National de Transition a adopté la nouvelle charte de la transition sans précision de la durée de la transition.

Cette visite, même si ce n'est pas celle de la dernière chance, est décisive pour que les lignes bougent entre le Mali et la CEDEAO et pour qu'enfin les sanctions infligées au peuple malien puissent être levées.

Pour rappel, le Mali a très récemment attaqué ces sanctions qu'il qualifie d'illégales et illégitimes devant la Cour Commune de l'UEMOA. Si les pressions intérieures de certains de nos pays voisins comme le Sénégal, la Côte

d'Ivoire et le Niger sur leurs autorités contre lesdites sanctions contre le Mali, il faut le dire le temps joue contre l'organisation sous régionale, donnant ainsi un avantage aux autorités de la transition malienne.

Lors de son entretien avec nos confrères de france24 et RF, le premier ministre Choguel Kokalla Maiga a déclaré qu'ils sont d'accord pour assouplir les positions mais que la CEDEAO veut les pousser au suicide. Et que personne n'a dit une transition de 5 ans. C'était plutôt une proposition venue des Assises Nationales. Et Choguel d'ajouter que malgré ces sanctions, la transition enregistre des résultats positifs au plan sécuritaire. Plus de 2000 déplacés internes sont retournés volontairement chez eux.

Le rapport de l'expert indépendant de l'ONU fait état du même constat. Alou Tine est reparti satisfait après une mission de quelques jours au cours de laquelle il a rencontré toutes les parties prenantes. Cette situation est donc à encourager et à soutenir.

A suivre après les rencontres prévues au cours de cette mission de la CEDEAO pour voir si la situation s'apaise ou si au contraire elle se corse.

■ Moctar Sow



## Négociation avec la CEDEAO : Goodluck Jonathan veut donner plus de chances aux autorités maliennes

Comme annoncé, le Médiateur de la CEDEAO pour le Mali, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan est bien arrivé à Bamako ce jeudi. Et contrairement à ce que certains prédisaient, il a écarté l'idée de « dernière chance » sur sa visite. Malgré ses multiples allers-retours, le Médiateur de l'organisation sous-régionale ne s'est pas encore lassé. Mieux, il entend donner plus de chances aux autorités maliennes pour sortir de la crise avec la CEDEAO.

« On ne peut pas dire que c'est la visite de la dernière chance. C'est un processus qui continue jusqu'à l'arrivée de la fin de la Transition... Cette visite n'est pas une surprise, puisque nous avons indiqué depuis le début que nous sommes partie prenante de ce processus. C'est dans ce cadre que nous sommes là », a répondu devant la presse l'ancien chef de l'Etat

du Nigéria accueilli à l'Aéroport Modibo Kéita Sénou par le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop.

Et de rappeler que des « réunions techniques conjointes » entre les autorités maliennes, l'organisation qui l'a mandaté, l'Union Africaine et les Nations Unies ont déjà eu lieu dans le but « de faire progresser les choses ». D'ores et déjà, a-t-il signalé, « nous allons rencontrer les autorités pour échanger sur tout ce qui a été fait et voir si on peut avancer pour pouvoir arriver vraiment à des situations qui sont dans l'intérêt du Mali, de la CEDEAO et de tout le monde ».

Selon plusieurs sources, la délégation de la CEDEAO serait arrivée au Mali, avec dans ses bagages, un document avec deux plans pour le retour à un ordre démocratique normal. Le

premier plan proposerait une transition d'une durée de douze mois alors que le second en suggérerait seize. Ces propositions sont toutefois en contradiction avec les décisions récemment entérinées par le Conseil National de Transition (CNT).

Il faut souligner que cette visite s'inscrit dans le cadre du mécanisme de dialogue mis en place par les autorités maliennes de la Transition pour parvenir à un consensus sur le chronogramme des élections, qui constitue le point d'achoppement entre les deux parties et qui est à la base des sanctions imposées à notre pays par la CEDEAO et l'UEMOA depuis le 9 janvier dernier.

Le gouvernement de Transition a en effet mis en place un mécanisme visant à créer les conditions du dialogue avec la CEDEAO et l'Union Africaine, le 9 février dernier, qui a pour objectif de faciliter les pourparlers entre le Mali, l'organisation sous-régionale et l'Union Africaine en vue de l'adoption d'un chronogramme consensuel de la suite de la Transition malienne. Il s'agit d'un groupe de dialogue au niveau ministériel pour renouer le dialogue, avec à la clé un second groupe de travail élargi. Les ministres maliens des Affaires Etrangères, de l'Administration Territoriale et de la Refondation sont au cœur de ce dispositif pour mener les négociations.





Le Ghana qui préside la CEDEAO, le Sénégal qui préside l'Union Africaine, la Mauritanie, le Nigeria, la Sierra Leone, le Togo et les Nations Unies y prennent part aussi. Il faut aussi dire que cette visite de Goodluck Jonathan fait suite à celle effectuée par le Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO, le Général Francis Béhanzin qui, à la tête d'une forte délégation comprenant le chef de la MINUSMA et Représentant Spécial du Secrétaire des Nations Unies, M. El-Ghassim Wane, et l'Ambassadeur du Ghana, avait été reçue en audience par les plus hautes autorités du pays.

A cette occasion, le Général Francis Béhanzin avait affirmé que l'objectif de leur visite était de renouer le dialogue avec le Mali. Il avait souligné que le Mali est un membre fondateur très important et un animateur fulgurant de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Sa visite avait donc pour but de venir réitérer la disponibilité aussi bien des Chefs d'Etats de la CEDEAO et de toute la Communauté Internationale pour revoir dans quelle condition ils peuvent avancer assez rapidement sur la situation du Mali.

« Il s'agit pour le Mali et de toute la région des Etats de l'Afrique de l'Ouest de voir dans quelles conditions on peut faire des réformes prioritaires notamment la révision de la

Constitution, comment élaborer une loi électorale acceptée par les acteurs politiques et mettre en place l'autorité indépendante de gestion des élections mais aussi de connaître quels sont les logistiques, techniques, qui pourront permettre un retour à l'ordre constitutionnel dans un délai raisonnable » avait-il précisé.

Le Général Béhanzin avait déploré les sanctions prises par la CEDEAO contre le Mali et fait savoir que notre pays ne peut pas rester

dans cette situation désolante. Enfin le diplomate avait affirmé que les préoccupations des uns et des autres avaient été prises en compte et que tout le monde était favorable à l'adoption d'une durée de transition qui pourrait être acceptée par les Chefs d'Etats de la CEDEAO afin que le retour à l'ordre constitutionnel au Mali se réalise.

■ Yama DIALLO



## Rokia Koné : Mariage électro des dimanches à Bamako

Sur la scène malienne où elle est devenue incontournable, la cote de Rokia Koné n'a cessé de grimper depuis près d'une décennie, alimentée par d'innombrables enregistrements in situ. *Bamanan*, son premier album international, est un projet audacieux qui témoigne de sa propension à sortir de sa zone de confort : tout en gardant la forme traditionnelle de son chant, l'artiste malienne a confié le substrat musical au producteur irlandais Jacknife Lee pour entrer dans un monde aux sonorités électro. Histoire d'un disque sans contact.

Les effets n'ont pas été immédiats, mais le tremplin s'est avéré efficace pour Rokia Koné, à la faveur d'un improbable enchaînement d'événements. Quand la chanteuse originaire de Dioro, près de Ségou, prend part en 2016 à l'aventure des Amazones d'Afrique, elle pose une première pierre sur le circuit international. Au sein de ce collectif féminin aux allures de « all stars » emmené par ses aînées Mamani Keita et Mariam Doumbia, elle fait figure de révélation, même si dans son pays elle jouit déjà depuis quelques années

d'une notoriété acquise à l'occasion de ses nombreuses prestations. "Rose", comme on la surnomme alors sur place, a littéralement conquis la scène locale. Dans les maquis comme dans les cérémonies et soirées festives, celle qui a débuté en 2008 en tant que choriste pour le chanteur tradi-moderne Aliya Coulibaly fait sensation avec son style basé sur l'improvisation, instinctif et imprégné de sa culture bambara.

Sur les plateformes de streaming, sa discographie aussi riche qu'artisanale témoigne de

cette activité incessante et de cette créativité sans limites : en cinq ans, pas moins d'une trentaine d'albums, dont la durée dépasse en général les deux heures (le plus long durant sept heures et dix-huit minutes) ! Souvent de simples captations avec des moyens limités, effectuées lors de "sumu", ces concerts qui accompagnent à l'origine les mariages.

En parallèle, Rokia poursuit sa collaboration avec les Amazones d'Afrique, dont le deuxième album paraît en 2020, un mois avant d'être brutalement freiné par la pandémie. Pour faire vivre le projet, la chanson Love interprétée par Mamani Keita fait l'objet d'un concours de remix. Membre du jury pour départager les 500 versions, le producteur Jacknife Lee, remarqué entre autres avec U2, REM et Robbie Williams, cherche à savoir qui est le guitariste qu'il entend sur le morceau original. On lui répond qu'il s'agit de Salif Koné, considéré comme l'un des jeunes prodiges de la musique malienne. "Je me suis demandé s'il voulait qu'on fasse quelque chose ensemble et il se trouve qu'il jouait avec Rokia. C'est comme ça que je l'ai entendue chanter", raconte l'Irlandais basé en Californie.



## SANS FRONTIÈRE

Après avoir reçu des enregistrements de la Malienne et son guitariste qu'il qualifie de "work in progress" sur lesquels il découvre une voix "extraordinaire", il propose de faire un essai avec un des titres. "J'étais curieux de savoir si je pouvais l'emmener ailleurs. Ça m'a pris du temps de savoir techniquement comment approcher cette musique, parce que les morceaux étaient très longs et comme je ne parle pas sa langue, je ne savais pas si je pouvais faire des coupes ici et là sans modifier le sens !", explique le quinquagénaire. Depuis qu'il a écouté dans les années 80 l'album Night Song du Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan et du Canadien Michael Brook, il sait à quel point la musique peut s'affranchir de toutes les frontières. Travailler avec Rokia Koné s'inscrivait pour lui dans le prolongement de ce que d'autres ont fait. "Il existe une longue tradition de musique électronique africaine", rappelle-t-il en évoquant le rôle pionnier du Nigérian William Onyeabor et affirmant que, sur le fond, sa collaboration avec la Malienne n'est "ni gratuite ni symbolique".

Pour concevoir leur album en commun Bamanan, il a fallu trouver une méthodologie. Physiquement, l'un et l'autre ne se sont jamais croisés. Ni même parlé. Tout s'est donc fait à distance. Jacknife Lee ne voit pas que des inconvénients à cette absence de contact pendant la phase de création : sa partenaire l'aurait-elle laissé prendre un chemin qui ne lui convenait pas, préjugant du résultat final ? En sa présence, aurait-il eu les mêmes idées ? "Je savais où je ne voulais pas aller : je ne voulais pas que ce soit de la belle musique malienne qui se transforme en house ou musique festive avec des beats. Je ne voulais pas forcer quoi que ce soit, mais que cela sonne aussi naturel que possible, que ça puisse avoir été enregistré il y a 20 ans ou dans le futur", précise-t-il.

## SUBLIMER LA VOIX DE LA ROSE DE BAMAKO

Sa matière première : le chant de Rokia, qu'il a isolé sur les éléments qu'on lui a envoyés, enregistrés pour l'essentiel en 2018 à Paris par le bassiste béninois Patrick Ruffino, impliqué dans les Amazones d'Afrique. Des passages de vingt ou trente secondes dans lesquels il s'immerge pendant des heures, pour essayer d'entrer dans l'esprit de la chanteuse, avant de



placer ses programmations, clavier, guitare et batterie. "Je ne fais pas ça seulement avec les artistes qui parlent une autre langue", assure-t-il. La technique, dans le cas présent, a "bien marché", estime-t-il, prenant pour exemple N'yanan, qui a nécessité une seule prise au micro à Bamako ce jour d'août 2020 où s'est produit le coup d'État au Mali. "Pendant que j'étais en train de l'écouter, j'ai commencé à jouer au piano et j'ai trouvé les accords qui fonctionnent. J'avais compris de quoi il était

question, et je savais ce qu'il fallait", se souvient le producteur-compositeur qui compare la démarche à "un processus de méditation". Dans quelques semaines, ils se rencontreront enfin en France, afin de présenter sur scène le fruit de leur association. Avec ou sans mots, ils pourront vérifier qu'au-delà des intuitions, ils sont au diapason.

Source : <https://musique.rfi.fr/>



# Agression de l'Ukraine : Les Occidentaux furieux, la Chine « suit de près » la situation

Moscou a déclenché une « opération militaire » en Ukraine à l'aube du jeudi 24 février. Des tirs d'artillerie ont été entendus dans les grandes villes du pays. États-Unis, Union européenne et Otan menacent la Russie de lourdes conséquences. La Chine a affirmé de son côté suivre de près la situation et refuse de parler « d'invasion ».



L'annonce par le président russe Vladimir Poutine d'une « opération militaire » en Ukraine jeudi, suivie d'explosions dans plusieurs villes ukrainiennes, a suscité de nombreuses réactions dans le monde.

Au moment de l'annonce des opérations par le chef du Kremlin et de leur déclenchement, le Conseil de sécurité de l'ONU était réuni en urgence pour la deuxième fois cette semaine. Les discussions ont commencé une vingtaine de minutes avant que Vladimir Poutine n'annonce les opérations militaires à la télévision russe.

Ainsi, on a assisté à un conseil en deux temps, a observé notre correspondante à l'ONU, Carrie Nooten : un premier tour de table pour continuer à appeler à la désescalade, puis l'ambassadeur ukrainien a mis les pieds dans le plat et a interpellé son homologue russe pour qu'il confirme que la Russie venait bien de donner le coup d'envoi de la guerre. Devant sa mauvaise foi, il lui a même demandé d'appeler le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en direct. Une scène incroyable au sein du Conseil.

Tous les membres de l'instance ont condamné les actions russes, ou se sont juste abstenus

de commenter. Ils ont ensuite annoncé se réunir ce jeudi matin, pour voter une résolution. L'ensemble des Nations unies est mobilisé : le secrétaire général, ému, a lancé un appel direct à Vladimir Poutine « au nom de l'humanité ». Il lui a demandé de renvoyer ses troupes en Russie et d'éviter ce qui sera la pire guerre depuis le début du siècle. Tout cela après une journée de déclarations à l'Assemblée générale où 87 pays se sont exprimés en grande majorité pour condamner la Russie.

## LE DÉTAIL DES RÉACTIONS

L'Ukraine dénonce une guerre d'agression. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a comparé la Russie à « l'Allemagne nazie ».

« De paisibles villes ukrainiennes sont en train d'être attaquées. C'est une guerre d'agression. L'Ukraine se défendra et gagnera. Le monde peut et doit arrêter Poutine. Il est temps d'agir maintenant », a tweeté le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kouleba.

La Chine dit à la Russie qu'elle comprend « ses préoccupations » et assure suivre de près la situation. « Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue pour éviter que la situation ne devienne hors de contrôle », a

indiqué Hua Chunying, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Interrogée, Hua Chunying a refusé de décrire l'opération militaire russe comme une « invasion » et de dire si la Chine était en contact ou non avec les dirigeants russes et ukrainiens. « La question ukrainienne a un contexte historique très complexe » qui « est le résultat de l'effet combiné de divers facteurs », a sobriement indiqué la porte-parole.

La Corée du Sud se joindra aux sanctions économiques internationales contre la Russie après son « invasion armée » de l'Ukraine, a assuré jeudi le président Moon Jae-in. « La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine doivent être garanties », a insisté Moon Jae-in.

La Biélorussie ne « participe pas ». Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, allié de Moscou, a affirmé que l'armée de son pays ne participait pas à l'invasion de l'Ukraine lancée dans la matinée par la Russie. « Nos troupes ne prennent aucune part à cette opération », a-t-il déclaré. Le pays a fermé son espace aérien au dessus de la frontière ukrainienne, dans le sud du pays.

Une réunion de l'Otan vendredi en visioconfé-

rence. L'Alliance s'est dit prête à déployer des moyens supplémentaires pour assurer sa défense.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a condamné l'« attaque téméraire et non provoquée » de la Russie contre l'Ukraine, avertissant qu'elle mettait en péril d'« innombrables » vies. « Une fois encore, malgré nos avertissements répétés et nos efforts inlassables en faveur de la diplomatie, la Russie a choisi la voie de l'agression contre un pays souverain et indépendant », a déclaré Jens Stoltenberg dans un communiqué. « Les Alliés de l'Otan vont se réunir pour faire face aux conséquences des actions agressives de la Russie. Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien en ce moment terrible. L'Otan fera tout ce qu'il faut pour protéger et défendre tous les alliés », a-t-il ajouté.

La Lituanie va imposer l'état d'urgence après l'attaque russe contre l'Ukraine. La Moldavie ferme son espace aérien. La Pologne a demandé l'activation de l'article 4 du traité de l'Otan, qui prévoit que les pays membres peuvent porter à l'attention du Conseil de l'Atlantique Nord toute question concernant en particulier la sécurité d'un pays membre. Une manifestation de soutien à l'Ukraine s'est déroulée devant l'ambassade de Russie à Varsovie.

La Turquie appelle la Russie à cesser son intervention « injuste et illégale ». « C'est une lourde violation du droit international », insiste le ministère dans un communiqué, rappelant que la Turquie « s'oppose à tout changement de frontière par les armes ».

Les États-Unis tiennent Moscou pour « responsable ». Premier à réagir, le président américain Joe Biden a dénoncé « l'attaque injustifiée » de la Russie contre l'Ukraine. «

Le président Poutine a choisi [de lancer] une guerre préméditée qui entraînera des souffrances et pertes humaines catastrophiques », a dit M. Biden dans un communiqué. « La Russie, seule, est responsable de la mort et de la destruction que cette attaque provoquera », a-t-il insisté, assurant que « le monde exigerait des comptes de la Russie ».

Le président américain Joe Biden a échangé avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce dernier lui a demandé « d'exhorter les dirigeants du monde à dénoncer clairement l'agression flagrante du président Poutine, et à se tenir aux côtés du peuple d'Ukraine ».

Le président des États-Unis, qui a précisé qu'il s'exprimerait jeudi sur les « conséquences » pour la Russie de cette annonce et s'entre-tiendrait le même jour avec ses homologues du G7, promet également d'imposer d'importantes sanctions contre la Russie. « Nous continuerons de fournir soutien et assistance à l'Ukraine et au peuple ukrainien », conclut Joe Biden.

L'Union européenne va demander « des comptes ». « Nous condamnons fermement l'attaque injustifiée de l'Ukraine par la Russie. En ces heures sombres, nos pensées vont à l'Ukraine et à ses femmes, hommes et enfants innocents qui font face à cette attaque non-provoquée et craignent pour leurs vies », a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Le Kremlin va devoir « rendre des comptes », ont averti jeudi les chefs de l'UE, Charles Michel et Ursula von der Leyen. Les dirigeants des Vingt-Sept doivent se réunir en sommet jeudi à 20h (19h GMT) à Bruxelles alors que l'UE a averti que des sanctions « massives » contre Moscou seraient prises en cas d'attaque de l'Ukraine, et provoqueraient « un isolement sans précé-

dent » du pays.

De premières sanctions de l'UE sont entrées en vigueur mercredi soir contre Moscou en réaction à la reconnaissance lundi de l'indépendance des territoires séparatistes dans l'est de l'Ukraine.

La BCE « surveille de près les implications de la situation en Ukraine », a déclaré son porte-parole.

L'ONU implore Poutine. « Président Poutine, au nom de l'humanité, ramenez vos troupes en Russie ! », a lancé le chef des Nations unies, visiblement éprouvé par l'annonce d'une opération militaire russe en Ukraine au beau milieu de la session d'urgence tenue par le Conseil de sécurité. « C'est le moment le plus triste de mon mandat de secrétaire général des Nations unies », a-t-il ajouté. Si le conflit « conduit à une guerre généralisée, il est difficile de prévoir à quel point ce sera dramatique, en termes de nombre de personnes qui mourront, de nombre de personnes qui seront déplacées, de nombre de personnes qui perdront espoir dans l'avenir », a fait valoir le secrétaire général de l'ONU.

Pour la France, « la Russie a fait le choix de la guerre. » La France condamne dans les termes les plus forts le déclenchement de ces opérations », a dénoncé l'ambassadeur de France à l'ONU, Nicolas de Rivière. Cette décision, « au moment même où ce Conseil est réuni, illustre le mépris dans lequel la Russie tient le droit international et les Nations unies », a-t-il ajouté. « Nous appelons la Russie à respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances, nous appelons à la protection et au respect de tous les civils, notamment les personnes vulnérables, les femmes et les enfants, et le personnel humanitaire », a-t-il également lancé.

Les principaux candidats à l'élection présidentielle ont condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, appelant à mêler action diplomatique et sévères sanctions ciblées contre le régime russe, voire à livrer des armes à Kiev. Pour l'Allemagne, « une violation éclatante » du droit international. Telle est la première réaction du chancelier allemand Olaf Scholz. L'invasion russe « remet en cause la paix » en Europe, a déclaré le chancelier. « L'Allemagne condamne de la manière la plus ferme cet acte sans scrupules du président (Vladimir) Poutine, notre solidarité va à l'Ukraine et à ses habitants », a ajouté dans un communiqué Olaf



Scholz, dont le pays assure actuellement la présidence du forum du G7.

Il s'agit « d'un jour terrible pour l'Ukraine » et « sombre » pour l'Europe toute entière, a ajouté Olaf Scholz. Il a exhorté Moscou à cesser « immédiatement » son opération militaire. L'Allemagne promet « les sanctions les plus sévères » contre Moscou.

L'Allemagne s'est également dite prête à « aider massivement » ses voisins, et particulièrement la Pologne, en cas d'afflux de réfugiés.

Le Royaume-Uni promet une réponse. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a condamné les « événements horribles en Ukraine », estimant que le président russe Vladimir Poutine « a choisi la voie de l'effusion de sang et de la destruction en lançant cette attaque non provoquée ». « Le Royaume-Uni et nos alliés répondront de manière décisive », a-t-il tweeté, ajoutant qu'il avait parlé au président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il a promis des « sanctions sans précédent » contre Moscou.

L'Italie a convoqué l'ambassadeur russe pour condamner « l'agression » en Ukraine. Le ministère des Affaires étrangères lui a signifié « la ferme condamnation du gouvernement italien pour la très grave agression injustifiée » contre l'Ukraine. Cette agression « constitue une violation claire et nette du droit international », a affirmé le ministère italien des Affaires étrangères dans un communiqué. Plus tôt dans la matinée, le Premier ministre Mario Draghi avait qualifié l'attaque russe d'injustifiée et injustifiable.

L'Espagne condamne « fermement » l'attaque russe contre l'Ukraine, la qualifiant « d'agression complètement injustifiée » et « d'une gravité sans précédent ». Cette opération militaire « constitue une violation flagrante du droit international qui met en danger la sécurité globale et la stabilité », a affirmé le gouvernement dans un communiqué.

Israël dénonce une « violation de l'ordre mondial ». Le ministre israélien des Affaires étrangères Yair Lapid a condamné jeudi l'invasion russe de l'Ukraine, tout en soulignant les liens d'Israël avec les deux pays.

Source : RFlavec AFP

## Côte d'Ivoire : Interrogations sur une nouvelle absence du président de l'Assemblée Nationale

Depuis fin janvier, le président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro est en voyage pour une durée indéterminée. Le chef des députés a confié l'intérim au vice-président Adama Bictogo. Aucun motif officiel ne précise l'absence du président de la chambre parlementaire, même si beaucoup évoquent des problèmes de santé que l'élu de 68 ans traîne depuis son installation au perchoir. Pour l'instant, les députés parlent d'un voyage de leur président, et non d'une vacance du pouvoir.



C'est dans une note datée du 21 janvier dernier, que le président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro, confie officiellement le perchoir à Adama Bictogo, l'un des vice-présidents de la chambre basse, et directeur exécutif du RHDP. Pas de motif précis pour justifier cette absence, pas de date de retour annoncée non plus. Mais discrètement, des députés admettent que l'état de santé, du député de Séguéla en est une nouvelle fois la cause.

Depuis son élection à la tête de l'Assemblée en 2019, Amadou Soumahoro multiplie les déplacements à l'étranger pour se soigner, notamment en Turquie. Pour Famoussa Coulibaly, élu RHDP de Divo, cette absence supplémentaire ne s'apparente pas à une vacance du pouvoir. « La chambre fonctionne, explique-t-il, ajoutant que la note déléguant l'intérim au

vice-président Bictogo a été approuvée par le bureau de l'Assemblée. »

Une position que rejoint son collègue de l'opposition, le député Marius Konan, qui ne constate aucun problème lié au fonctionnement de l'activité parlementaire. L'élu PDCI pointe tout de même que cette situation fait partie d'une série de flous juridiques dans le règlement de l'Assemblée. Notamment celui concernant définition exacte de la vacance du pouvoir et celui portant attribution de l'intérim. Car en principe, c'est le plus âgé des vice-présidents qui doit prendre le perchoir en cas d'absence de son occupant.

Le règlement devrait d'ailleurs faire l'objet d'une révision lors de la prochaine session parlementaire en avril.

Source : RFI

# CAN féminine 2022 : Toutes les équipes qualifiées sont connues

On connaît les douze équipes qui joueront la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN 2022) de football, prévue du 2 au 23 juillet au Maroc. Le Burkina Faso et le Togo notamment vont disputer pour la toute première fois cette compétition, tandis que la Côte d'Ivoire et l'Algérie ont échoué au dernier tour des éliminatoires, ce 23 février 2022.

La première Coupe d'Afrique des nations féminine de football à douze équipes se jouera donc avec l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Maroc (pays hôte), le Nigeria, l'Ouganda, le Sénégal, le Togo, la Tunisie et la Zambie.

Grande première pour quatre équipes La CAN 2022, prévue du 2 au 23 juillet, verra ainsi les grands débuts en phase finale des Botswanaïses, des Burundaises, des Burkinabè et des Togolaises.

Ces dernières sont allées décrocher leur qualification pour le tournoi sur le terrain du Gabon (victoire 2-1 à l'aller puis au retour). Des Gabonaises qui couraient elles aussi après une première participation à la CAN féminine.

Les Burkinabè, elles, ont battu les Bissau-Guinéennes 1-0 et n'avaient pas grand-chose à craindre après leur victoire 6-0 au match aller.

## LE CAMEROUN ET LA TUNISIE QUALIFIÉS SANS TREMBLER

Les équipes du Cameroun et de la Tunisie étaient également quasiment assurées de la qualification après le match aller. Les Camerounaises, qui avaient écrasé les Gambiennes 8-0 la semaine passée, ont gagné 2-1 en Gambie.

Les Tunisiennes, elles, ont cédé 3-2 en Guinée équatoriale. Mais elles s'étaient imposées 5-0 à domicile... Elles seront de retour après 14 années d'absence (CAN 2008).

## LA CÔTE D'IVOIRE ET L'ALGÉRIE VAINCUE PAR PLUS FORTES QU'ELLES

Les Algériennes, en revanche, ne seront pas du voyage au Maroc. Elles ont été éliminées par les Sud-Africaines après un nul 1-1 (défaite 2-0 en Afrique du Sud).

Les Ivoiriennes aussi manqueront la CAN 2022, après leur revers 1-0 à la maison face aux Nigérianes. Comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire a chuté face à l'une des meilleures nations du continent.

## UNE CAN 2022 QUALIFICATIVE POUR LE MONDIAL 2023

Les Nigérianes, triples tenantes du titre, défendront donc leur couronne durant une édition qualificative pour la prochaine Coupe du monde (20 juillet au 23 août 2023 en Australie et en Nouvelle-Zélande). Les demi-finalistes de cette Coupe d'Afrique auront en effet leur billet en poche pour le Mondial 2023.

Pour rappel, la dernière CAN féminine, prévue en 2020 au Congo-Brazzaville, avait été annulée par la Confédération africaine de football, suite au désistement des autorités congolaises et à la crise du coronavirus.

Source : RFI





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Agir avec discrétion, ce sera peut-être la solution pour passer au travers de cette ambiance délétère dans votre environnement professionnel. Chacun tirera la couverture à soi, et même si la compétition vous stimulera, vous vivrez mal cet acharnement.

Vous penserez à vos futures vacances avec l'envie de vous offrir un voyage. Vos moyens ne vous permettront pas de le réserver. Qu'à cela ne tienne, vous trouverez une idée pour gagner de l'argent et vous ne compterez pas les heures et les efforts.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous enchaînez les propositions, preuve que vos talents seront reconnus. Mais vous courez le risque de vous disperser. Il faudra bien vous organiser en fixant des priorités à vos actions. Votre démarche consistera à vous recentrer sur l'essentiel.

Si tout va bien, vous augmenterez vos chances d'augmenter vos gains. Le sextile Mercure/Jupiter vous sera propice pour renégocier un contrat à votre avantage. Vous serez en position de force pour imposer vos conditions et vous aurez gain de cause.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Un collègue est en train de devenir une relation agréable de travail. Sa présence vous aide à aller au travail avec le sourire. La journée se déroule dans une ambiance agréable. Les tâches vous semblent moins difficiles à faire grâce à cette relation.

Vous devenez raisonnable avec les finances. Elles ne partent pas dans des gadgets inutiles. Vous reprenez le contrôle de la situation. Des coups de coeur sont néanmoins là. Ils concernent des articles de mode ou des produits destinés à votre garde-robe.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous ne combattez plus le système... Avec la complicité du trigone Lune-Jupiter, vous l'utiliserez à votre profit. Bien décidé à faire votre trou dans le monde du travail, vous troquerez votre côté rebelle contre un autre côté : celui d'employé modèle !

Jupiter sera une bonne planète pour votre argent. Vous allez dresser une liste de courses pour la semaine et vous allez vous y tenir. Ami Cancer, ce sera judicieux pour votre trésorerie et cela évitera en même temps le gaspillage alimentaire.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous la jouerez « décontracté » en refusant de paraître besogneux, car ce serait une honte à vos yeux. En réalité, vous fournirez d'énormes efforts pour atteindre vos objectifs. Vous obtiendrez votre réussite professionnelle grâce à votre persévérance.

Sur internet ou ailleurs, mieux vaudra éviter de vous emballer pour des plans financiers moins avantageux qu'il n'y paraîtra. Faites confiance à votre perspicacité pour ne pas vous exposer à des pièges, des contrefaçons ou à des erreurs de calcul.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous aurez des facilités pour vous structurer, vous organiser, assumer vos responsabilités dans la concentration et le contrôle. Vous aurez aussi suffisamment de recul pour conserver en permanence un oeil critique et objectif sur votre travail.

Vous devrez prévoir des frais inhérents à votre habitation ou un objet courant de la vie quotidienne que vous devrez remplacer vite fait. Urgence ou pas, vous prendrez le temps d'étudier les devis afin de gratter par-ci, par-là, quelques euros.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous pouvez amorcer une formation commerciale. Elle amène une corde de plus à votre arc. Mercure en Balance vous rend doué dans les échanges. Un travail d'équipe est au programme. Votre sens de l'initiative donne une belle image de vous dans la société.

Il y a de la dépense dans l'air. Elle risque d'être très importante. Vous prévoyez de faire des achats, mais un coup de coeur vous guette. Le shopping et de nouveaux vêtements haut de gamme sont la cause de frais. Une culpabilité peut arriver après ces achats.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Une promotion vous permettra de vérifier la justesse de vos décisions. La Lune jouera la carte de l'ouverture. Sa présence donnera lieu à plusieurs actions : activation de vos échanges, promotion de vos idées, mise en avant de votre savoir-faire.

Sous la houlette de Jupiter, votre gestion financière sera à montrer en exemple. Elle pourrait être presque étudiée en cas pratique dans une école de commerce ! Votre enrichissement sera proportionnel aux efforts que vous allez fournir aujourd'hui...



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

À fond avec vous, Jupiter sera le coach dont tout le monde rêve. Positif, il vous accompagnera pour monter des projets, assumer des responsabilités ou briguer un meilleur statut. Vous aurez de quoi mettre toutes les chances professionnelles de votre côté.

Pluton dopera vos rentrées d'argent. Cela sera encore plus vrai si vous menez des négociations ou si vous avez demandé une augmentation. Les euros arriveront sur votre compte, ce qui vous permettra de faire fonctionner votre budget sans souci.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous n'aurez ni le temps ni l'envie d'analyser ce qui se passe. Vous ferez le job, voilà tout. Et vous le ferez bien, en honorant vos engagements. Plus les résultats seront bons, plus la fierté d'avoir tout fait pour les obtenir sera au rendez-vous.

Après avoir passé du temps à vous dépatouiller avec des démarches administratives et des contretemps, votre situation finira par s'éclaircir. Vous pourrez compter sur quelqu'un pour vous appuyer et éventuellement vous soutenir financièrement.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Les rapports s'améliorent avec vos collaborateurs. L'un d'eux peut vous faire part d'un projet professionnel. Écoutez ses suggestions avec prudence. Elles sont tentantes, mais sont à étudier. Ne signez pas de nouveau contrat sans lire attentivement.

Vous pouvez dépenser par plaisir sans craindre de manquer de trésorerie. La stabilité est là tant que vous faites attention à vos frais. Gardez un peu de trésorerie pour les charges. La sagesse vous accompagne, malgré l'argent destiné aux loisirs.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Doué pour vous faire de nombreuses relations, vous rechercherez les honneurs et le prestige qui en découlera. Si vous êtes dirigeant d'entreprise, vous aimerez tendre votre carte de visite. Parfois, vous demanderez l'impossible à vos employés.

Vous n'aimez pas fonctionner à l'économie. Pourtant, en ce milieu de semaine, vos soucis financiers vous empêcheront d'agir, et par conséquent d'être libre. Arrêtez de dilapider votre argent par amour ou pour des caprices d'enfant gâté !

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français  
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika  
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis, Taï à la rencontre de "Sira" à djou Anka Wuli Mali V  
"Au sud, les hommes commencent à partir de Chamele"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul  
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA  
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA  
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali  
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga  
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com